

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

Pour faciliter son adhésion à la C.E.E.

Les Neuf devront accorder au Portugal un soutien financier important

LIRE PAGE 24

1,70 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,00 F; Tunisie, 1,20 F; Arabie Saoudite, 1,20 F; Belgique, 1,20 F; Canada, 2,70 F; Danemark, 2,70 F; Espagne, 1,20 F; États-Unis, 2,70 F; France, 1,70 F; Grèce, 1,20 F; Italie, 1,20 F; Japon, 2,70 F; Liban, 2,70 F; Luxembourg, 1,20 F; Norvège, 2,70 F; Pays-Bas, 1,20 F; Portugal, 2,70 F; Royaume-Uni, 2,70 F; Suisse, 1,20 F; U.R.S.S., 2,70 F; Venezuela, 1,20 F. Tarif des abonnements page 21. S. RUE DES ÉVALUÉS 75427 PARIS - CROIX 99 C.C.P. 6297-23 Paris Tél. Paris n° 65872 Tél. : 244-72-23

Les interventions occidentales au Zaïre

Le différend franco-belge

Alors que le sort de trois mille Européens était en jeu, sans oublier les malheureuses populations autochtones victimes d'un conflit qui les dépasse, la France et la Belgique ont été le théâtre d'un spectacle de leurs divisions. Contradictions : M. de Giscard d'Estaing affirme que la Belgique est « d'accord » avec la France à l'heure même où le porte-parole de Bruxelles affirme le contraire : coup has et risqué : les Belges annoncent le parachutage des unités françaises avant même qu'il ait eu lieu. Rien n'aura manqué pour illustrer les difficultés, maintes fois constatées dans l'histoire, auxquelles se heurtent les coalitions qui ne disposent pas d'une assise militaire suffisante.

Les divergences franco-belges sont doubles : dans la conception et dans l'exécution. Dès que fut connue, dimanche, la chute de Kolwezi aux mains de rebelles katangais, avant même de se décider à réagir, Paris et Bruxelles n'avaient pas les mêmes arrière-pensées. A tort ou à raison, le gouvernement français estime que la sécurité ne peut être assurée que si, comme l'a dit le porte-parole de l'Élysée, « les autorités légales » — c'est-à-dire le général Mobutu — « sont en mesure d'assurer le contrôle de la situation ».

Les Belges font peu de cas du président Mobutu et s'accrocheraient volontiers à un nouveau « Tsobombe à la tête d'un Katanga indépendant ». Le cabinet du premier ministre belge — démentit que des contacts aient été pris entre Bruxelles et le Front national de libération du Congo, l'expression politique de la rébellion, mais le porte-parole du P.N.L.C. M. Mpondo, a dit le contraire vendredi soir.

A l'arrière-plan, se situent bien entendu les richesses minières. L'an dernier, quand la France était déjà venue au secours du général Mobutu, le ministre belge des affaires étrangères, M. Van Elstlande, avait déclaré sans ambages : « La France s'intéresse particulièrement aux richesses du Zaïre et la Belgique jouit d'une certaine rivalité internationale », et il demandait que la France laisse la Belgique « tranquille dans les régions où historiquement elle est chez elle ».

Cette année, la querelle a pris une autre acuité, le sort de certaines d'armées étant en jeu. Il serait de mauvais goût d'ironiser sur la sincérité des motifs humanitaires qui animent les deux gouvernements, les dangers connus par leurs ressortissants étant bien réels. Mais c'est un fait que cette opération, pour humanitaire qu'elle soit, aura des effets politiques et économiques pour la France et la Belgique dans leurs rapports avec le Zaïre.

La différence de conception entraîne une différence d'exécution. La Belgique a organisé une expédition prudente, lente, avec un équipement lourd et pesantant de « voir venir ». Ses forces se sont d'abord installées à Kamina et n'ont atterri que samedi, sur l'aérodrome de Kolwezi, délogé depuis quarante-huit heures, avec mission de « recueillir » les Européens. Les Français ont voulu mouler (et n'y sont parvenus qu'à demi), les Belges ayant voulu la même opération rapide, prenant l'adversaire par surprise, en coopération avec le général Mobutu.

Cette affaire fera encore couler beaucoup d'encre. La presse belge est fortement divisée. Si certains journaux s'en prennent aux « calculs », à l'« hypercritique », à l'« arrogance » des Français, « le Soir », de Bruxelles, regrette que « ce soient des Français qui prennent tout le risque de l'opération pour sauver nos compatriotes otages de rebelles », et ajoute : « Il était légitime que la Belgique intervienne, même la première, et la seule s'il le fallait ».

On épiloguera longtemps sur la méthode qu'il aurait fallu choisir, plus ou moins passive selon la Belgique, ou active selon la France. L'histoire jugera, selon les résultats, en dénombrant les cadavres.

- Des avions américains transportent au Shaba du matériel français
- Les parachutistes contrôlent Kolwezi
- Une soixantaine de civils européens auraient été tués

L'évacuation vers Kamina de ressortissants européens de Kolwezi a commencé samedi matin 20 mai. Les troupes françaises, parachutées vendredi après-midi et samedi matin, et qui n'ont pas subi de pertes, contrôlent la ville. Les combats ont été assez durs, indiquent-on de sources militaires françaises. Ils avaient cessé samedi matin, et ont coûté la vie à une trentaine de rebelles.

France et Belgique — ces derniers ont pris possession de l'aéroport et de l'hôpital — cherchent à faire sortir de leurs maisons les Européens qui s'y sont réfugiés. Ces messagers ont eu lieu. Les cadavres de quarante-quatre Européens, dont l'identité et la nationalité n'ont pas encore été révélées, ont été découverts vendredi. Quarante autres gisaient dans une voiture. Samedi matin, on indiquait de sources zairoises et militaires fran-

Les quarante-quatre corps d'Européens découverts par les militaires français au cours de leur progression se trouvaient près de la place dite « Château d'Eau », à l'est de la cité minière. Les victimes ont été fusillées vendredi matin par les rebelles qui tenaient la ville, précise l'agence Zaire-Press. Jusqu'à vendredi, on tenait seulement pour acquis la mort de onze Européens, dont neuf Belges et un Italien. On signalait en outre la disparition de dizaines de personnes. Un certain nombre de Blancs auraient été promenes dans des camions et molestés publiquement. M. Tindemans, le premier ministre belge, avait fait état jeudi d'une « chasse à l'Européen ».

En arrivant dans les quartiers européens de Kolwezi, sous le tir

de canons, au total, quelque soixante Européens auraient été tués.

A Paris, où s'ouvre lundi la conférence franco-africaine, M. Giscard d'Estaing a, dans un entretien radio-télévisé, déclaré, vendredi soir, que « l'intervention française au Zaïre a été déclenchée lorsqu'il est apparu que les ressortissants étrangers étaient en grave danger à Kolwezi ». Il a ajouté : « Aussitôt que le sort des ressortissants bloqués à Kolwezi aura pu être réglé, nos unités reviendront aussitôt à leur base de départ ».

Cependant, les troupes françaises du Zaïre continuent de recevoir du matériel. Un véritable pont aérien a commencé à fonctionner entre la Corse et le Zaïre. Des avions venus des États-Unis ont chargé des camions, des jeeps, des automobiles et de l'armement. Les premiers appareils avaient, samedi matin, gagné Lubumbashi.

Dans l'ensemble, les combats pour la reprise de Kolwezi ont été épuisants, tant pour l'ancien P.C. rebelle, éliminé dans la gendarmerie et l'école technique où les parachutistes ont libéré vingt otages européens et deux officiers zairoises. Les rebelles disposent notamment de trois automitrailleuses légères Panhard prises à l'armée zairoise et dont une a été détruite par les troupes françaises.

Affirmant ce samedi matin que soixante-cinq cadavres d'Européens avaient été jetés jusqu'à présent décou-

verts à Kolwezi, l'agence zairoise de presse ajoute que les femmes et les jeunes filles, qui avaient été séparées des hommes, « ont été atrocement violées par les hors-la-loi ». Depuis l'annonce de la découverte des cadavres, la radio et la télévision zairoises ne diffusent plus que de la musique classique en signe de deuil.

Vendredi après-midi, un porte-parole du bureau politique du Mouvement populaire de la révolution (M.P.R.), le parti unique zairoise, avait fait état d'un message, intercepté par les services de sécurité gouvernementaux, et selon lequel le général Mbumba, chef des rebelles, aurait demandé à ceux-ci de « massacrer leurs otages, de détruire les installations de la Gécamines et de rentrer en Angola par la Zambie ».

(Lire la suite page 3.)

Les implantations israéliennes dans les territoires occupés

Un plan du ministre de la défense prévoit l'installation de 160 000 personnes en Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem. — Un vaste projet d'implantation israélienne en Cisjordanie vient d'être présenté par le ministre de la défense, le général Weizman. Cette fois, il ne s'agit plus de camps ou de villages, mais de villes.

Le plan, élaboré par les services de l'état-major général, prévoit la création de six centres urbains dans la région de Jérusalem et dans le secteur de la Samarie (Cisjordanie) dominant la plaine côtière. Trente-huit mille familles (près de cent soixante mille personnes) devraient être ainsi installées dans les territoires occupés à la fin du programme.

Les promoteurs du projet ont précisé que celui-ci ne nécessiterait aucune expropriation, les terres appartenant déjà à l'administration. Cependant, notables et propriétaires palestiniens de Cisjordanie ont introduit, le 19 mai, un recours devant la Cour suprême. Ils font valoir que dans certains cas il s'agit d'expropriation de fait et que de toute façon ce plan est une violation des conventions internationales sur les territoires occupés (quatrième convention de Genève, qui n'est pas reconnue par Israël).

Le plupart des sites choisis se trouvent sur l'emplacement ou aux abords de camps militaires ou de terrains alloués aux colons du Gouch Emounim (bloc de la foi).

En plus de ces centres urbains, le plan prévoit une dizaine d'autres implantations de moindre importance sous forme de Nahalim (unités militaires pour la mise en valeur agricole et la défense des zones frontalières) ou destinées à devenir de nouveaux camps pour l'armée.

Le ministère de la défense a précisé qu'il ne s'agissait que d'une proposition, l'exécution de ce programme « étant subordonnée à l'évolution de la situation politique », selon l'expression employée par le radio israélienne. La localisation des différents centres urbains traduit une conception manifestement « équilibrée », voire politique. Ces implantations formeraient un « cordon de sécurité » autour de Jérusalem et le long de la plaine côtière, à l'endroit où, selon les frontières de 1967, le territoire israélien est le plus étroit et le plus vulnérable.

Dans l'introduction de ce projet, il est clairement indiqué que ce système diffère beaucoup des méthodes suivies jusqu'alors. Il est dit que, désormais, tous les efforts devraient être concentrés sur ce nouveau plan. Cela implique qu'il ne devrait plus y avoir de multiples et petites implantations comme celles qui sont actuellement développées.

FRANÇOIS CORNU. (Lire la suite page 7.)

Pleins feux sur l'Afrique

par LIONEL JOSPIN (*)

Le « sommet » franco-africain s'ouvre, lundi 22 mai, à Paris, sous un ciel d'orage. Cette rencontre de prestige a déjà de routine se place à un moment crucial pour ce continent, longtemps jugé minuscule, que les projecteurs de l'actualité éclairent d'une lumière tragique. On murt de leim ailleurs aussi, ailleurs aussi on emprisonne, on torture, on fusille, mais nulle part ce degré ne se développe en conflits ouverts et interventions étrangères.

Se posent en gendarmes de l'Occident, le France giscardienne n'a pas manqué un seul des rendez-vous guerriers où elle a été convoquée : à Séhera, au Zaïre, au Tchad, troupes de choc ou matériels français sont engagés dans des affrontements graves.

Il est logique que l'Afrique soit devenue un enjeu mondial. A l'ombre d'une Europe en crise, à la charnière des deux grands blocs mondiaux avides de matières premières, énergétiques et minières, cette terre trop riche, si peu exploitée, si divisée, ne peut être — et les Africains en sont les premiers

conscients — qu'un continent faible et convulsif. Car ses richesses sont situées dans des pays particulièrement fragiles.

La faiblesse est démographique (elle porte la marque ancienne de la traite) et mal peuplée, en noyaux isolés, disposés sans grand rapport avec les potentialités agricoles et minières. Faiblesse politique aussi : berceau de l'humanité, ce continent a enrichi le patrimoine universel, mais ses constructions politiques, issues de la décolonisation, n'ont pu s'adapter aux conditions modernes du contrôle de l'espace. Un partage colonial hérité a tracé des frontières élastiques rigides qu'« interférences », plébeuses sur des solidarités différentes (ethniques par exemple), qui sont encore ressuscitées au Shaba comme en Ogadad.

La décolonisation a essouffé l'émulsion de l'Afrique an Etats faibles économiquement et démographiquement. Ces contraintes de l'héritage, les Africains (et l'O.U.A.) les admettent. Ils se sont résignés à la normalité en cas de troubles coloniaux. Les groupements de nations socialistes.

(*) Secrétaire national du parti socialiste.

De Dreyfus à Orlov

par JACQUES MADAULE

Quelques personnes, d'un certain âge, s'étonnent, dit-on, que la jeunesse n'ait pas manifesté plus d'intérêt pour la remarquable évocation de l'affaire Dreyfus que vient de nous offrir Antenne 2. J'avoue que je n'en suis pas surpris. On accuse les jeunes d'ignorer l'histoire. Je le crois volontiers. Mais ils n'ignorent pas : ils ne peuvent pas ignorer certains traits de l'histoire immédiate que le petit écran leur montre chaque jour.

Ne croyez-vous pas que ça suffit et que tout le talent de Lorenzi et de Topart n'y pouvait rien changer ?

Il n'y a pas quatre-vingts ans que ces événements se sont produits. A peine le temps d'une vie d'homme, pourvu qu'elle soit un peu longue. Mais le fleuve d'injustice et de douleur qui a coulé entre le début de ce siècle et sa fin, ne croyez-vous pas qu'il suffit à séparer totalement deux mondes ? Quarante ans à peine après la condamnation inique de Dreyfus, c'étaient les procès de Moscou. Beaucoup de ceux qui avaient luté dans leur jeunesse pour faire éclater l'innocence de

Dreyfus étaient encore de ce monde. Nous d'ailleurs eux ont la culpabilité des compagnons de Lénine parce qu'ils avaient avoué.

Certes, les procédés s'étaient perfectionnés au moins d'un demi-siècle. On n'en était plus à faire brigricher des faux pas à un officier d'état-major maladroite. Dreyfus n'avait pas avoué, lui ! A présent on savait mieux préparer les accusés à comparaître devant leurs juges.

L'incroyable n'émeut pas Je pourrais continuer. C'est inutile, je crois. Si nos jeunes ont oublié les procès de Moscou ou ne les ont jamais connus, peu importe, car la gangrène a fait des progrès depuis lors et ne cesse de gagner du terrain.

Alois ils s'étonnent que tout un pays ait été au bord de la guerre civile parce que l'état-major avait condamné un innocent. La chose leur paraît incroyable et ce qui est incroyable n'émeut pas. Ça fait plutôt rire !

Sans doute proteste-t-on aujourd'hui contre la torture qui se généralise, contre les abus de toute sorte qui se commettent massivement un peu partout dans le monde. Mais ces voix paraissent sans portée. Ce sont des cris isolés qui ne dominent pas le tumulte confus de notre époque. La main des personnes de quelque notoriété se fatigue à signer des protestations qui tombent à plat. Et puis ces discours : Ceux de Zola (la fameuse lettre J'accuse !!), ceux de Jaurès, de Clemenceau et des autres, quelle folie les animaux, mon Dieu !

Aujourd'hui on entend les mêmes choses. Nos jeunes, les moins attentifs, ne peuvent pas ne pas entendre, même sans le vouloir, les discours de tous les paladins de la liberté qui se sont levés ces derniers temps dans notre pays. Il doit y avoir autant de discours de la liberté que d'abonnés au téléphone. Tout le monde est pour personne n'est contre, n'est-ce pas ? Cependant elle agonise à force d'être élogieusement défendue.

(Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR

Raisons et raison

Les parachutistes ne sauvent-ils qu'un otage à Kolwezi que le gouvernement français disposerait d'un argument imparable pour justifier son intervention.

Mots il y a une certaine distance entre avoir de bonnes raisons et avoir raison. Ce qui se passe à Kolwezi se passe tous les jours, un peu partout dans le monde.

On ne peut faire de reproche à ceux qui vont au secours de personnes en danger de mort, sinon de ne pas le faire toutes les fois que cela se produit et de trouver d'autres remèdes que l'aviation transporteur, que remplace l'antique canonnière.

ROBERT ESCARPIIT.

Le nouveau roman de

YVES NAVARRRE

Je vis où je m'attache

«Il vous retient, il vous empoigne, il vous bouleverse»

ROBERT LAFFONT

NOUVELLE APPROCHE DU ROCK

Les univers baroques de David Bowie

David Bowie est l'un des seuls héros des années 70, l'un des rares musiciens de rock qui aient su provoquer, quoique d'une autre façon, les frissons qu'aurait fait naître le précédente décennie, lorsque les rêves dépassent le réel pour répondre aux déceptions d'un quotidien sans imprévu. Ces rêves, David Bowie ne s'est pas contenté de les susciter, il les a mis en images sur scène et au travers de ses chansons.

Il a imposé une nouvelle approche du rock en y introduisant la notion de spectacle total : le théâtre gigantesque de la vie qui n'est pas et jointain de celui de tous les jours. Il a réussi à établir des rapports durables, presque magiques, avec son public, sans distinction d'âges, de classes, de pays, à faire l'unanimité à une époque où les goûts sont tractions entre les styles, entre le marché du 45 tours et celui du 33 tours.

ALAIN WAIS. (Lire la suite page 18.)

étranger

LA NOUVELLE GUERRE DANS LE SUD DU ZAÏRE

Les anciens « gendarmes katangais » ne jouent plus qu'un rôle mineur parmi les rebelles du Shaba

Ces « rebelles » du Shaba lancés, pour la deuxième fois en quinze mois dans une aventureuse entreprise de déstabilisation du régime zairois, et qui font face aujourd'hui, dans les provinces de Katanga, de Shaba et de Zaire, aux parachutistes belges et français, qui sont-ils vraiment ? L'appellation d'« ex-gendarmes katangais » n'est qu'une commodité de vocabulaire. Quinze ans après le trépas de la sécession katangaise, les anciens compagnons de Moïse Tshombe, vieillards pour la plupart, ne jouent évidemment plus qu'un rôle mineur dans l'actualité du Shaba. Certains « gendarmes » ont pris trois fois le chemin de l'exil, en 1963 puis en novembre 1965 après que le général Mobutu eut renversé Tshombe, alors premier ministre, enfin en 1967, après le coup de force des mercenaires européens auquel une partie d'entre eux avaient participé.

ahasa, originaires des régions du Shaba et du Bandundu. Ces opérations de recrutement se sont effectuées aisément. La frontière anglo-zairoise est très perméable. De part et d'autre, vivent des populations appartenant aux mêmes assemblages ethniques : Lunda, Luba ou Tshokwa, qui ont toujours plus ou moins ignoré les frontières étatiques. Elles constituent une sorte de « diaspora », héritière du puissant royaume balunda qui, au dix-huitième siècle, avait pour capitale l'actuelle ville de Sandaka. Leur aire d'implantation chevauche l'est de l'Angola, le sud-est du Zaïre et le nord-ouest de la Zambie. Cette dispersion ethnique explique, en partie, que les rebelles aient pu sans difficulté, au cours de ces dernières semaines, transiter par la Zambie — où ils ont sans doute bénéficié de complicités locales — sans éveiller les soupçons des autorités locales (ceci d'autant plus facilement que l'armée de Lusaka, tout entière mobilisée sur la frontière rhodésienne, était pratiquement absente de cette région).

dizaine d'années, en la plaçant sous la houlette d'un directeur politique d'orientation « progressiste ». Il cherche notamment à rapprocher le F.L.N.C. du Parti de la révolution populaire (F.R.P.), mouvement d'obédience marxiste dirigé par Laurent Kabila, ancien compagnon de Pierre Mulele, qui a entrepris pendant des années dans la région de Fizi-Banza (province orientale du Zaïre), à l'est du Zaïre, un petit maquis pratiquement disparu aujourd'hui. Antoine Glenga, ancien vice-président de Patrice Lumumba, s'était rallié au F.R.P. Ainsi, dans l'esprit de Neto, Glenga aurait apporté au F.L.N.C. son expérience politique et sa renommée. Peine perdue : Mbuumba n'a jamais admis la moindre tutelle de la part des représentants de l'ancienne classe politique congolaise, auxquels il reprochait, en outre, d'avoir combattu avec acharnement Moïse Tshombe. Aujourd'hui Glenga se trouverait à Lubumbashi et Kabila à Maputo. Quant au F.L.N.C., il semble avoir élargi quelque peu son assise ethnique. Mbuumba serait entouré notamment de jeunes dirigeants originaires du Kasai et de la région de Kisangani. Les représentants du Front à l'étranger affirment, dans leurs communications, que les unités militaires de dimension nationale face « au système néo-colonialiste dont le régime de Mobutu n'est qu'un prolongement ». C'est ainsi que le F.L.N.C. ne paraît pas déborder les frontières du Shaba. En revanche, le Front représente le seul véritable mouvement armé dans le sud du Zaïre. Au cours de la première guerre du Shaba, ses combattants semblaient seulement disposer d'un armement léger. Lors de sa contre-offensive l'année dernière, n'aurait récupéré qu'une ou deux douzaines de fusils Paï et quelques trépiens de mitraillette. Cette fois, les hommes du F.L.N.C. paraissent mieux équipés.

Une opération en trois temps

L'opération française au Zaïre n'est pas le traditionnel coup de main d'un commando, dit « co-évoqué » par les techniciens, destiné à regrouper des ressortissants menacés à l'étranger pour les évacuer avec célérité et avec des bases de départ de ce commando. Elle vise aussi à la reconquête progressive d'une ville et de ses alentours, dont le contrôle a échappé à l'armée régulière locale, et au rétablissement de la sécurité aux forces régulières zairoises.

maghrébins et africains avant son arrivée au Zaïre, le 2^e régiment étranger parachutiste a été amené à pied d'œuvre par une flottille de dix avions. Sur le terrain, l'opération s'est déroulée en trois temps : 1) Une opération de transfert opérationnel de plus de six cents hommes de Solenzara, dont les déplacements aériens ont eu lieu dès le jeudi 18 mai, avec un maximum de discrétion jusqu'à Kinshasa à l'aide de quatre quadricoptères intercontinentaux DC-8 et d'un quadricopteur intercontinental Boeing-707 empruntés à deux compagnies civiles ; 2) Une opération, parallèle et simultanée, de soutien logistique depuis la France jusqu'au Zaïre, à l'aide de cinq Transall importants (10 tonnes de munitions et 30 tonnes de trois divers (transmission, véhicules et support) qui ont dû faire des escales ; 3) Une opération aéroportée de plus de quatre cents parachutistes français à l'aide de trois Transall français et de quatre Hélicoptères de l'armée zairoise dirigés par des Mirage-III zairois. Partis de Kinshasa, les parachutistes ont été largués sur Kolwezi en deux vagues, le vendredi 19 mai à 15 h. 10 et 17 h. 15 (18 h. 15 locale), selon des informations données à la présidence de la République. Le parachute était rendu nécessaire par l'état du terrain de Kolwezi. Les forces ont ensuite été chargées, en début de nuit, de sécuriser les zones de tir, de prendre contact avec les ressortissants étrangers prisonniers dans la ville, de proposer une évacuation à ceux qui le souhaitent et d'entreprendre un nettoyage de certains quartiers de Kolwezi et des environs. On remarquera le volume des munitions emportées au regard du nombre de parachutistes largués avec leur armement individuel. De toute évidence, les 10 tonnes de munitions ne constituent pas un dépôt initial, qui sera renforcé ultérieurement s'il est vrai que l'intervention française au Zaïre doit être prolongée. Les autorités locales auront réussi à reprendre le contrôle de la situation.



dans l'espoir que les autorités locales reprendront la situation en main. Sur place, les militaires français ont rencontré une certaine opposition de la part d'adversaires dotés d'armes automatiques et de collectives modernes et même de trois antimitrailleuses légères Fachard prises l'année dernière...

La déclaration télévisée de M. Giscard d'Estaing

« Aussitôt que le sort des ressortissants étrangers aura pu être rétabli, nos unités reviendront à leur point de départ »

Voici le texte des déclarations faites vendredi soir à 21 h. 15 par M. Giscard d'Estaing : « Comment avez-vous été amené à faire cette opération ? » « C'est une opération politique et militaire d'urgence. Elle a été déclenchée par la situation extrêmement grave dans la ville de Kolwezi. Les ressortissants étrangers sont en danger. Croyez bien que la situation dans cette ville est une situation extrêmement grave. Il y a 2 000 étrangers environ à Kolwezi : 1 700 Belges, 400 Français et environ 150 Italiens, 150 Britanniques, à peu près le même nombre de Grecs et de Européens. C'est pourquoi nous sommes intervenus. Et, naturellement, dans notre action, nous nous préoccupons bien entendu de la sécurité de nous et en particulier des ressortissants de nos pays. C'est pourquoi nous avons eu dans la nuit de lundi à mardi, un dialogue avec les autorités locales de la ville de Kolwezi. Ce dialogue a permis de constater que les ressortissants étrangers qui se trouvent dans la ville de Kolwezi sont en danger. C'est pourquoi nous avons décidé d'intervenir. Cette intervention est une opération ponctuelle dans la ville de Kolwezi pour y rétablir le plus rapidement possible la sécurité et permettre la protection des ressortissants étrangers qui s'y trouvent. Quelle est la situation après le largage des parachutistes français ? Il faut que je vous explique pourquoi l'opération a été faite comme elle a été faite. Elle a été faite sous forme d'un lâcher de parachutistes en deux vagues. La première vague a sauté à 15 h. 10, la seconde à 17 h. 15. L'ensemble de l'unité est actuellement sur le terrain. Pourquoi cette opération a-t-elle été faite ? C'est parce qu'il faut bien voir quel était le danger que faisait courir à la population civile d'une part un défilé et d'autre part l'annonce publique par les grands moyens d'information de la population de sa réalisation d'avoir soit des exécutions sommaires dans la ville de Kolwezi soit des prises d'otages civils qui pourraient être entraînés hors de la ville. Donc il était nécessaire que cette opération soit la plus secrète possible et en même temps la plus rapide possible. C'est pourquoi quand nous avons examiné ces modalités hier matin, avec l'ensemble des ministères concernés et des hautes autorités militaires, nous sommes arrivés à l'accord que nous sommes en train de réaliser. C'est pourquoi nous sommes intervenus sur le terrain de façon qu'il n'y ait pas de délai dangereux dans lequel toutes sortes d'actions ou d'opérations peuvent se produire. Il y a donc en ces deux lâchers de parachutistes cet après-midi, il se sont déployés sur le terrain et on m'indiquait à l'instant qu'ils ont pu occuper une école technique qui est au centre de la ville et dans laquelle ils ont donc déjoué à l'intérieur de cette école. A l'heure actuelle, ils progressent dans l'ensemble de la ville. »

Selon le porte-parole de l'Elysée

LA MISSION DES FRANÇAIS PRENDRA FIN LORSQUE LES « AUTORITÉS LÉGALES » CONTRÔLERONT LA SITUATION A KOLWEZI.

« La décision d'envoyer une unité militaire française au Zaïre a été prise à la demande du gouvernement zairois et après concertation avec les gouvernements intéressés ». « En début d'après-midi le porte-parole de la présidence de la République, M. Pierre Hunn, après avoir annoncé : « En début d'après-midi une unité française a été parachutée au centre de la ville de Kolwezi ». « La mission de cette unité, a ajouté le porte-parole, limitée à la ville de Kolwezi, est de protéger les Français et les étrangers résidents dans ce centre et d'y rétablir la sécurité. Cette mission de caractère temporaire prendra fin aussitôt que les autorités locales reprendront le contrôle de la situation. » « Toutes les informations nécessaires, a-t-il conclu, ont été données aux gouvernements concernés et notamment au gouvernement belge avec lequel une liaison constante est maintenue. »

Un prochain débat à l'Assemblée

« La France ne s'est-elle pas engagée dans un engagement ? Dans quels détails les troupes françaises quitteront-elles le Shaba ? » « Sur ces sujets, j'aurai d'ailleurs l'occasion d'en parler prochainement, d'une part il y aura prochainement un débat à l'Assemblée nationale de politique étrangère, où l'analyse de notre politique étrangère sera faite, complètement, par le gouvernement comme il doit le faire. D'autre part, moi-même, divers circonstances, je répondrai à toutes les questions qui me seront posées sur ce sujet, car tous les éléments doivent naturellement être rendus publics. D'abord, il faut se souvenir, l'année dernière, et contrairement à ce qui a pu être dit, la France n'est pas intervenue. La France avait mis des avions de transport militaires à la disposition d'unités militaires d'autres pays en occurrence les Marocains. Mais l'armée française ne s'était pas rendue sur le terrain. Pourquoi ? C'est parce que la France n'est pas intervenue. La France avait mis des avions de transport militaires à la disposition d'unités militaires d'autres pays en occurrence les Marocains. Mais l'armée française ne s'était pas rendue sur le terrain. Pourquoi ? C'est parce que la France n'est pas intervenue. La France avait mis des avions de transport militaires à la disposition d'unités militaires d'autres pays en occurrence les Marocains. Mais l'armée française ne s'était pas rendue sur le terrain. Pourquoi ? C'est parce que la France n'est pas intervenue. »

DES REPRÉSENTANTS DES REBELLES DONNENT LEUR « VERSION » DES ÉVÉNEMENTS

« Huit cents parachutistes français ont été amenés ou faits prisonniers, le jeudi 18 mai, à Kolwezi. C'est ce qu'a affirmé M. Mbuumba, membre du comité central du Front de libération national congolais (F.L.N.C.), au cours d'une conférence de presse donnée à Bruxelles vendredi 19 mai. Ces parachutistes français, a-t-il dit, combattent sous l'uniforme zairois. Un premier parachutage de trois cents soldats français, venus notamment de Mayotte, avait déjà eu lieu dans la nuit du lundi 15 au mardi 16 mai, a-t-il, en outre, « révélé ». Tous ces parachutistes avaient, selon lui, été mis hors de combat. Un autre représentant du F.L.N.C. a affirmé, le même jour à Amsterdam, que le général Mobutu ne s'était jamais rendu à Kolwezi et qu'il était accompagné par une trentaine de journalistes. Enfin, si des étrangers ont trouvé la mort à Kolwezi c'est du fait des « bombardements zairois et français », a-t-il conclu. [La légitimité avec laquelle les représentants de l'opposition zairoise (en ce qui se fait passer pour tels) affirment ce genre d'« informations » évidemment fausses, prive l'opinion et déjà ces interlocuteurs de toute crédibilité.]

L'impuissance de Luanda

Les relations entre le F.L.N.C. et le régime de Luanda ont, semble-t-il, été souvent tumultueuses. En premier lieu, le président Neto n'a jamais été en mesure de démanteler les partisans du Front qui représentent une menace permanente pour le gouvernement de Kinshasa. Cette impuissance de Luanda a constitué le principal obstacle à une véritable réconciliation entre le Zaïre et l'Angola, et cela malgré les accords de Brazzaville signés en février 1976 grâce aux bons offices du président congolais, Marien Ngouabi, qui avait organisé une rencontre sans lendemain entre M.M. Mobutu et Neto. En second lieu, le chef de l'État angolais a toujours souhaité renverser l'opposition au régime mobutiste, émettrice depuis une

Les interventions occidentales

« (Suite de la première page.) A Bruxelles, on précisait, samedi matin, de source autorisée, les conditions mises par le gouvernement de M. Tindemans à l'engagement des unités belges à Kolwezi. « Il n'y a pas eu, il n'y a pas, il n'y aura pas d'opération combinée franco-belge à Kolwezi », a déclaré une source citée par l'A.F.P. « L'intervention des forces belges est strictement limitée dans le temps et dans l'espace », ajoute la même source. Il découle de ces précisions, comme M. Tindemans l'avait fait remarquer vendredi soir, que les militaires belges n'interviendront pas dans les combats de Kolwezi, mais se borneront à recueillir les Européens souhaitant quitter la ville. Les gouvernements américain et britannique apportent une aide indirecte aux opérations en cours. Washington a envoyé dix-huit avions cargos transportant du matériel destiné au Shaba. D'autre part, quatre appareils de la Royal Air Force britannique ont quitté Londres vendredi pour Luanda avec à leur bord une « infrastructure médicale appropriée ». Le gouvernement zambien a donné son accord à cette initiative.

Le Monde

REALISE CHAQUE SEMAINE UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE réservée aux lecteurs résidant à l'étranger. Remplissez et renvoyer à :

M. CHARLES DE CUTOILLI

sénateur représentant les Français de l'étranger (Gauche démocratique), est parti pour le Zaïre pour se rendre compte sur place de la situation des ressortissants français. Reçu, avant son départ, par M. Jean François-Poncet, secrétaire général de la présidence de la République, M. de Cutouilli a déclaré, vendredi 19 mai, au Sénat, que le pays ne comprendrait pas que les coopérateurs français au Zaïre n'y assurent pas la protection des Français.

LE 2^e REP DU COLONEL ERULIN

Le 2^e REP, qui commande le colonel Erulin, a été parachuté le 19 mai 1978 à Djibouti. Plus tôt, en décembre 1955, il prend part aux combats en Algérie, et il sera regroupé, en 1962, dans l'encadrement français de la base de Mers-El-Kébir. En 1967, le 2^e REP s'installe en Corse, et il a été appelé à intervenir, en 1969, au Tchad sous les ordres du colonel Lacaze (aujourd'hui général commandant la 1^{re} division parachutiste, à laquelle est rattaché le 2^e REP), et en 1970 à Djibouti.

Le colonel Philippe Erulin

est âgé de quarante-cinq ans. Il est entré à Saint-Cyr en 1952 et sert, depuis 1954, dans l'infanterie. Il est colonel de la Légion étrangère depuis juillet 1977.

LA NOUVELLE GUERRE EN FRANCE

LES RÉACTIONS A L'ÉTRANGER

L'intervention de la France et de la Belgique dans la deuxième guerre du Shaba continue de susciter de nombreuses réactions dans le monde entier.

● A ARABAT, le roi Hassan II, en réponse à M. Omar Bongo, président en exercice de l'Organisation pour l'unité africaine (O.U.A.), a déclaré : « Le Maroc met à la disposition des forces de l'O.U.A. tous les moyens qui lui seront demandés, bien entendu dans le cadre et les limites de nos possibilités. D'autre part (...) notre pays est prêt à assumer la responsabilité de l'organisation, du transport et de l'acheminement de toutes les forces africaines qui auront été mises au service de l'O.U.A. »

Notre correspondant Louis Gravier nous précise que le Maroc, à l'inverse de ce qui était passé en 1977 lorsqu'il avait envoyé un corps expéditionnaire avec le concours des Trains de l'Armée française, n'entend pas, cette fois, supporter seul le poids de l'intervention.

La participation marocaine ne peut être très importante, précise notre correspondant. Le conflit du Sahara occidental pèse lourdement sur le budget du royaume, tandis que, depuis

l'année dernière, le soutien militaire en hommes et en matériel à la Mauritanie a été accru. Le roi juge néanmoins primordial de ne pas tolérer qu'une attelante puisse être portée à la souveraineté et à l'intégrité territoriale des pays africains quels qu'ils soient, en raison des conséquences que cette mise en cause aurait pour la stabilité du continent. Deux officiers marocains sont partis pour Kinshasa en mission d'information.

● A LOME, le président Eyadema a déclaré vendredi que « la France était en droit d'intervenir si un pays auquel elle est liée par des accords le lui demande ». Le chef de l'Etat togolais a affirmé qu'en cas d'agression contre son pays, il n'hésiterait pas, conformément aux accords franco-togolais, à demander l'intervention des troupes françaises. « L'Afrique est menacée », estime le général Eyadema. « Ce qui se passe actuellement au Zaïre ne doit pas seulement intéresser les seuls Zaïrois mais toute l'Afrique. Nous devons faire quelque chose pour parer à cette situation, car hier c'était le Tchad, aujourd'hui le Zaïre, et nous ne savons pas quel Etat africain pourrait être menacé demain. »

● A BONN, le porte-parole du gouvernement, M. Klaus Boelling, a estimé que l'action militaire de la France et de la Belgique était une « mesure appropriée ». Un porte-parol du ministère des affaires étrangères a par ailleurs déclaré qu'à la demande du gouvernement zairois une aide humanitaire serait accordée par la R.F.A. à ce pays dans un proche avenir. Cette aide comprendrait notamment des fournitures de médicaments d'un montant global de 3,5 millions de marks (près de 3 millions de francs français).

● A PEKIN, la presse officielle a présenté favorablement l'intervention de la France et de la Belgique. La Chine avait exprimé officiellement, mercredi, son soutien « total » au Zaïre par une déclaration du ministre des affaires étrangères, M. Huang Hua, dénonçant l'offensive des « mercenaires soviéto-cubains » au Shaba. En visite à Pékin, M. Ceausescu, chef de l'Etat et du parti communiste roumain, a de son côté déclaré qu'il souhaitait « le maintien de l'indépendance et de la souveraineté du Zaïre », mais a refusé de commenter les opérations militaires en cours.

WASHINGTON : la Maison Blanche accuse Cuba d'avoir entraîné les rebelles du Shaba

De notre correspondant

Washington. — Les Etats-Unis ont accusé, vendredi 19 mai, Cuba d'avoir entraîné les rebelles qui ont envahi la province de Shaba au Zaïre. « Les rebelles ont été entraînés récemment en Angola par les Cubains, et ils ont été entraînés à leur tour », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Tom Reston, peu après l'annonce du parachutage des soldats français sur Kolwezi. Il a toutefois précisé que Washington ne disposait d'aucune preuve concernant la présence effective de militaires cubains au Shaba, et s'est paré d'un langage direct par les rebelles et leur dernière offensive au Zaïre.

Une déclaration à ce sujet a été interprétée dans les milieux diplomatiques comme un démenti catégorique à l'affirmation de M. Fidel Castro, selon lequel Cuba n'est pour rien dans le conflit au Shaba, et s'est paré d'un langage direct par les rebelles et leur dernière offensive au Zaïre.

que, si se pourrait, disent-ils, que la France évite de commettre l'erreur de l'irritation des Américains et veuille éviter une réaction énergique de leur part.

Les inquiétudes américaines n'ont certainement pas été étrangères en soutien logistique apporté par Washington à l'opération franco-belge au Shaba. Mais M. Carter a souligné vendredi que l'engagement des Etats-Unis demeurera « limité ». Il n'est pas question d'envoyer des combattants au Zaïre : l'état d'alerte a d'ailleurs été levé le 19 mai à la base de Fort Bragg, où des éléments de la 82^e division aéroportée se tenaient prêts, depuis trois jours, à intervenir en cas de besoin.

LES ETATS-UNIS FOURNISSENT UN SOUTIEN LOGISTIQUE

A la demande des gouvernements français et belge, les Etats-Unis assurent, à bord de dix-huit avions cargo, le transport du personnel français et de l'équipement militaire français et belge au Zaïre, a annoncé vendredi le porte-parole de la Maison Blanche.

Dix avions américains transportent, entre la Corée et un aéroport zairois situé à l'est de la zone des combats, des véhicules et du matériel de communication ainsi que le personnel français nécessaire à leur fonctionnement. Et au moins deux vols supplémentaires ont été effectués, à l'initiative de la France, à la demande du gouvernement belge, pour transporter, entre Kinshasa et Kamina, des avions pour avions, a précisé le porte-parole.

D'autre part, nombre de hauts fonctionnaires du Pentagone et du département d'Etat ont déclaré que l'Union soviétique et Cuba sont en train de forger leur propre Vietnam en Afrique. Ils estiment qu'il vaut mieux les laisser s'y embourner tout seuls. Certains diplomates, à Washington, considèrent que la déclaration de M. Castro à M. Lane, qui est convenu pour la première fois, pourrait être le signal d'une percée ou même d'un arrêt de l'extension de l'intervention cubaine en Afrique.

Peuples noirs, peuples africains... UN LABOUR ENFIN LEVE... Le Monde dossiers et documents

LES ENSEIGNANTS L'ECONOMIE JAPONAISE Le numéro : 3 F Abonnement un an (dix numéros) : 30 F

BRUXELLES : colère du monde politique contre la France et de l'opinion publique contre le gouvernement de M. Tindemans

De notre correspondant

Bruxelles. — Colère contre la France dans les milieux politiques, après l'intervention des parachutistes à Kolwezi. Colère contre le gouvernement Tindemans dans le public ; ainsi peut-on résumer la situation en Belgique ce samedi 20 mai.

Les milieux officiels avaient appris avec stupeur que les Français avaient déclenché l'opération sans aucune concertation avec les Belges. Au fin d'après-midi, visiblement embarrassé, le premier ministre a évité de répondre aux questions des journalistes. Il a déclaré que le général d'Estaing l'avait mis au courant de l'action par téléphone.

On devait aussi apprendre qu'un comité de crise, la décision unilatérale de la France avait provoqué un conflit, certains ministres réclamant l'annulation de l'intervention belge et le rapatriement des parachutistes transportés à Kinshasa. La France, fin il dit lors de la réunion, a d'autres buts que la Belgique ; elle ne se limite pas à des objectifs humanitaires ; elle veut jouer les gendarmes et rétablir l'ordre dans tout le Zaïre ; les Français n'avaient-ils pas aussi voulu impressionner le président Mobutu et mieux « se planter » que les Belges à Kinshasa ?

URUGUAY DES URUGUAYENS EN ARGENTINE

« Nous représentons ceux qui ne peuvent venir parce qu'ils ont disparu de la face de la Terre, assassinés par le régime. (...) Notre voix est celle de tous ceux qui, ayant souffert, ne peuvent être leur rébellion et proclamer leur lutte. Mais ce n'est pas seulement une voix d'accusation et de condamnation, c'est aussi et toujours une voix de foi et d'espérance. »

Le 10 juin 1976, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés lançait un cri d'alarme et déclarait qu'il était parvenu à la connaissance de la violence sexuelle, ou les réfugiés politiques ont été assassinés, et de nombreux témoignages ont été recueillis.

Moscou : l'agence Tass condamne l'intervention sans prendre position sur le fond

De notre correspondant

Moscou. — La lecture des commentaires et des informations soviétiques au sujet de l'intervention de la France et de la Belgique dans le Shaba ne laisse aucun doute : Moscou condamne l'intervention française mais cette condamnation n'est pas pour le moment des formes modérées. La mise en cause de la France n'intervient jusqu'à présent que par le biais de citations de la presse étrangère ou par de brèves dépêches de l'agence Tass.

Le seul commentaire de l'agence officielle soviétique publié le vendredi 19 mai parle des « troupes franco-belges » sans jamais mentionner la France ou le gouvernement français en tant que tel. Alors que les Etats-Unis sont directement pris à partie, cette relative discrétion pourrait bien ne pas durer. Placés devant un problème nouveau, les Soviétiques ont l'habitude de prendre leur temps. Sans doute attendent-ils de connaître les résultats de l'intervention des troupes françaises au Shaba avant de définir une position officielle.

De même qu'ils avaient condamné il y a un an, l'appui logistique apporté par la France aux troupes marocaines combattant dans la première guerre du Shaba, ils ne sauraient approuver cette fois la présence de troupes françaises sur le terrain.

HOSTILE A UNE ENTREPRISE DE « DÉSTABILISATION »

M. Senghor est favorable aux interventions françaises lorsqu'elles répondent à une « agression extérieure »

« Je pense que l'affaire du Zaïre n'est pas très loin... les gendarmes katangais, les gendarmes et Katangais il y a, ne procédent pas avec beaucoup de méthode », a déclaré, vendredi 19 mai, M. Léopold Sédar Senghor, chef de l'Etat sénégalais, lors d'une conférence de presse tenue à l'Ellysée.

Tchad TROIS SOLDATS FRANÇAIS ONT ÉTÉ BLESSÉS DONT UN MORTELLEMENT PAR LE FROLINAT

De notre correspondant

Un soldat français a été tué et deux autres ont été grièvement blessés vendredi 19 mai au cours d'une opération de démantèlement de la garnison d'Ati, dans le centre du Tchad, menée par les forces gouvernementales tchadiennes contre des éléments du Frolinat, à l'appui de Paris samedi 20 mai. Plusieurs avions de combat français Jaguar seraient intervenus pour couvrir les forces gouvernementales tchadiennes envoyées au combat pour démanteler la garnison. Cette intervention aurait permis d'infliger de lourdes pertes aux forces du Frolinat.

Des informations en provenance de N'Djamena avaient fait état vendredi d'une attaque contre la garnison d'Ati, menée par des éléments du Frolinat dans la nuit du jeudi au vendredi 19 mai.

Pour sa part, le Frolinat a annoncé vendredi que les villes d'Ati et de Djadja, préfecture et sous-préfecture du Batha, dans le centre du pays, avaient été « libérées » par des « forces armées populaires de la libération ». Selon le communiqué du Frolinat, des combats se poursuivaient le lendemain autour de la ville avec les « troupes d'agression française, vainement appuyées par des hélicoptères et des bombardiers ».

CHILI

LE CONSEIL NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE

COMORES

UN PRÉSIDENT ALIEN EN RESIDENCE

ESPAGNE

GENERAL TOMAS DE BORJA

LA TRAVERS LE M... Ambodge

ÉTATS-UNIS

ENVIRON UN MILLION DE FRANÇAIS

CHILI

LE CONSEIL NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE

COMORES

UN PRÉSIDENT ALIEN EN RESIDENCE

ESPAGNE

GENERAL TOMAS DE BORJA

TAIWAN

M. CHENANG CHEN

URUGUAY

UN PRÉSIDENT ALIEN EN RESIDENCE

AU RYTHME DE VOS AFFAIRES Lundi - Vendredi 11 h 30 2 liaisons non-stop chaque semaine BRUXELLES-ALGER AIR ALGERIE

LE SUD EN FRANCE

A TRAVERS LE M...

Ambodge

ÉTATS-UNIS

ENVIRON UN MILLION DE FRANÇAIS

CHILI

LE CONSEIL NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE

COMORES

UN PRÉSIDENT ALIEN EN RESIDENCE

ESPAGNE

GENERAL TOMAS DE BORJA

TAIWAN

M. CHENANG CHEN

URUGUAY

UN PRÉSIDENT ALIEN EN RESIDENCE

مكتبة الامم المتحدة

NOUVELLE GUERRE DANS LE SUD DU ZAÏRE ET EN FRANCE

DANS LE SUD DU ZAÏRE ET EN FRANCE

M. MITTERRAND : un véritable débat doit être organisé.

Dans un rappel au règlement effectué vendredi 19 mai en séance publique à l'Assemblée nationale, M. Mitterrand a constaté que M. Bourges avait orlé la parole d'abord sur un débat-débat...

M. MICHEL DEBRÉ, R.P.R. a déclaré vendredi soir à Montpellier...

« Supposons que l'on apprenne dans quelques jours que des dizaines de ressortissants français ont été assassinés. Le public dirait : « A quel bon avoir une armée française ? »...

LE BUREAU POLITIQUE DU PARTI REPUBLICAIN FÉDÉRAL...

Le bureau politique du parti républicain fédéral s'est réuni samedi matin 20 mai à Carpentras...

M. DE GUINGAUD : Que M. Mitterrand dépose une motion de censure !

Interrogé jeudi 18 mai, à 13 heures, par T.P. sur les propositions de censure à l'Assemblée nationale, M. de Guingaud a déclaré...

M. ROBERT BALLANGER, président du groupe communiste...

M. Ballanger a demandé un débat sur la politique africaine dès la semaine prochaine...

LA C.F.P.T. « est soucieuse d'autant que le gouvernement du sort des ressortissants français... »

La C.F.P.T. est soucieuse d'autant que le gouvernement du sort des ressortissants français, tout en pensant d'ailleurs qu'il n'a pas le droit de se substituer à l'Etat...

M. COUVE DE MURVILLE, R.P.R., président de la commission des affaires étrangères...

M. Couve de Murville a déclaré à l'Assemblée nationale : « Il est difficile de condamner une opération, même militaire, dès lors qu'elle a pour unique objet de sauvegarder la vie d'un certain nombre de Français... »

M. LE PÉU, estime que « tout en préparant beaucoup de débats », le gouvernement français franchit un nouvel échelon dans sa politique de guerre contre les peuples africains... »

M. Le Péu a déclaré que le gouvernement français franchit un nouvel échelon dans sa politique de guerre contre les peuples africains...

PLEINS FEUX SUR L'AFRIQUE

(Suite de la première page.)

Le groupement de nations diverses peuvent vivre pour ceux qui sont possédés par tous les citoyens de la base d'un consensus...

Car les gouvernements de la V^e République ont aussi cherché un marché plus profitable en Afrique du Sud, où le régime d'apartheid, forme extrême de l'exploitation de l'homme par l'homme...

« libéralisme avoué » nécessairement léonard pour le continent noir ? L'apartheid est-il africain ?

La France doit être un interlocuteur amical

L'Afrique aux Africains, c'est rechercher, en cas de conflit, les solutions pacifiques au lieu du soutien systématique — et inefficace — des régimes des politiques des plus conservatrices et de certains impérialismes locaux...

Un réseau de relations privilégiées

Il s'agit d'abord de préserver l'héritage en faisant sous le vocable de coopération un nouveau réseau de relations privilégiées avec l'ancien empire colonial...

Des clients apeurés

« L'Afrique aux Africains » est une belle formule ; encore faudrait-il l'appliquer. M. de Guingaud fut, il y a quelques jours, très clair : « L'Afrique aux Africains, dit-il, cela veut dire que les Africains doivent pouvoir régler entre eux leurs problèmes... »

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

LE CAMBODGE A REJETÉ UNE PROPOSITION DE NEGOCIATIONS VIETNAMENNES, a annoncé vendredi 19 mai M. Teng Sary, vice-premier ministre khmer, refusé d'accepter une note officielle de son homologue vietnamite...

Etats-Unis

ENVIRON ONZE KILOS D'URANIUM ENRICHIS ont disparu de l'usine Babcock et Wilcox à Apollo (Pennsylvanie) entre septembre 1976 et septembre 1977, a annoncé jeudi 18 mai la commission de réglementation nucléaire...

Chili

LE GOUVERNEMENT EST PARVENU A UN ACCORD avec un consortium de banques soviétique, roumaine, est-allemande, tchécoslovaque, hongroise, polonaise et bulgare sur la dette de 50 millions de dollars contractée en décembre 1972 par le président Salvador Allende...

Hongrie

LE CONSEIL MILITAIRE DU PACTE DE VARSOVIE s'est réuni du 19 au 21 mai à Budapest sous la présidence du maréchal Viktor Konnikov...

Comores

L'ANCIEN PRÉSIDENT ALI SOULIÉ EST EN RESIDENCE SURVEILLÉE et est en bonne santé, écrit l'envoyé spécial de l'A.P. à Moroni, qui a pu le rencontrer, mais non lui parler. D'autre part, le nouveau chef du gouvernement, M. Abdellah Mohamed, a annoncé vendredi 19 mai que les institutions démocratiques seraient restaurées aux Comores dès que la conférence serait établie dans le pays...

Taiwan

M. CHIANG CHING-KUO est devenu président de la République le 20 mai 1978, à Pékin, la mémoire d'Heoer Gôngterez Ruiz, ancien président de la Chambre des députés, et de Felice Michelini, ancien ministre — deux personnalités politiques uruguayennes assassinées le 22 mai 1976 en Argentine.

Espagne

LE GENERAL TOMAS DE LINDERB a été nommé chef d'Etat-major de l'armée de terre espagnole par le conseil des ministres réuni vendredi 19 mai à Madrid. Le général de Linderb remplace le général José Vega Rodríguez, qui a remis sa démission à la suite de divergences avec le ministre...

Uruguay

UN SERVICE RELIGIEUX sera célébré le samedi 20 mai à 20 h. 15 à l'église Saint-Germain de Paris, la mémoire d'Heoer Gôngterez Ruiz, ancien président de la Chambre des députés, et de Felice Michelini, ancien ministre — deux personnalités politiques uruguayennes assassinées le 22 mai 1976 en Argentine.

LES 22 ET 23 MAI A PARIS

L'aggravation des conflits sur le continent noir dominera les travaux de la cinquième conférence franco-africaine

Un empereur, quatorze chefs d'Etat et de gouvernement devraient participer à la cinquième conférence franco-africaine, qui ouvrira ses travaux lundi 22 mai à dix heures à l'Elysée...

pendant la première intervention française au Gabon. Une fois de plus, la mise sur pied d'une éventuelle force africaine d'intervention pourrait être évoquée de même que la préparation d'un pacte de défense commune permettant de faire face aux agressions extérieures...

Le « sommet » a été préparé par une conférence des ministres des affaires étrangères qui s'est tenue à Paris les 12 et 13 mai derniers. D'autre part, jeudi matin 18 mai en lieu, à l'Elysée, une réunion au cours de laquelle M. Giscard d'Estaing a mis au point avec MM. Bourges, de Guiringaud, Monory, Deniau et Sifra les questions qui seront débattues au cours de la conférence.

Le « sommet » a été préparé par une conférence des ministres des affaires étrangères qui s'est tenue à Paris les 12 et 13 mai derniers. D'autre part, jeudi matin 18 mai en lieu, à l'Elysée, une réunion au cours de laquelle M. Giscard d'Estaing a mis au point avec MM. Bourges, de Guiringaud, Monory, Deniau et Sifra les questions qui seront débattues au cours de la conférence.

LES VINGT ET UN PAYS PARTICIPANTS

Doivent en principe participer à la cinquième conférence franco-africaine : le Bénin, le Burkina, le Congo, le Côte-d'Ivoire, Djibouti, République centrafricaine, la France, le Gabon, la Guinée-Bissau, la Haute-Volta, le Mali, l'île Maurice, la Mauritanie, le Niger, le Rwanda, Sao Tomé et Príncipe, le Sénégal, les Seychelles, le Tchad, le Togo, et le Zaïre.

Des accords de coopération militaire, régionaux complétés par des accords de défense, tiennent un certain nombre d'Etats africains à la France. Mais, depuis plusieurs années déjà, l'idée d'organiser un véritable système collectif de défense fait progressivement son chemin. Dans ces conditions, la plupart des points de l'ordre du jour officiel risquent de passer au second plan. Il est vrai que la plupart d'entre eux ont déjà fait l'objet de longs débats lors des rencontres de précédentes, qu'il s'agisse de celles de Paris en novembre 1973 et mai 1976 de Bangui en mars 1976 de Dakar en avril 1977.

Le « sommet » a été préparé par une conférence des ministres des affaires étrangères qui s'est tenue à Paris les 12 et 13 mai derniers. D'autre part, jeudi matin 18 mai en lieu, à l'Elysée, une réunion au cours de laquelle M. Giscard d'Estaing a mis au point avec MM. Bourges, de Guiringaud, Monory, Deniau et Sifra les questions qui seront débattues au cours de la conférence.

Le « sommet » a été préparé par une conférence des ministres des affaires étrangères qui s'est tenue à Paris les 12 et 13 mai derniers. D'autre part, jeudi matin 18 mai en lieu, à l'Elysée, une réunion au cours de laquelle M. Giscard d'Estaing a mis au point avec MM. Bourges, de Guiringaud, Monory, Deniau et Sifra les questions qui seront débattues au cours de la conférence.

Le poids des absents

Dans la perspective du renouvellement de la convention d'association de Lomé entre les Etats africains, caribbes et du Pacifique (A.C.P.) avec la Communauté économique européenne, la France et ses partenaires africains procèdent à l'harmonisation de leurs positions respectives ainsi qu'il résulte de l'ensemble de leurs échanges commerciaux.

Le « sommet » a été préparé par une conférence des ministres des affaires étrangères qui s'est tenue à Paris les 12 et 13 mai derniers. D'autre part, jeudi matin 18 mai en lieu, à l'Elysée, une réunion au cours de laquelle M. Giscard d'Estaing a mis au point avec MM. Bourges, de Guiringaud, Monory, Deniau et Sifra les questions qui seront débattues au cours de la conférence.

Le « sommet » a été préparé par une conférence des ministres des affaires étrangères qui s'est tenue à Paris les 12 et 13 mai derniers. D'autre part, jeudi matin 18 mai en lieu, à l'Elysée, une réunion au cours de laquelle M. Giscard d'Estaing a mis au point avec MM. Bourges, de Guiringaud, Monory, Deniau et Sifra les questions qui seront débattues au cours de la conférence.

Le « sommet » a été préparé par une conférence des ministres des affaires étrangères qui s'est tenue à Paris les 12 et 13 mai derniers. D'autre part, jeudi matin 18 mai en lieu, à l'Elysée, une réunion au cours de laquelle M. Giscard d'Estaing a mis au point avec MM. Bourges, de Guiringaud, Monory, Deniau et Sifra les questions qui seront débattues au cours de la conférence.

Les Comores ne devraient pas à la conférence franco-africaine, mais je serai leur porte-parole. Les rois du dernier coup d'Etat sont l'absence de démocratie et l'intolérance religieuse, mais le nouveau gouvernement se propose d'établir un régime basé sur le dialogue...

Le « sommet » a été préparé par une conférence des ministres des affaires étrangères qui s'est tenue à Paris les 12 et 13 mai derniers. D'autre part, jeudi matin 18 mai en lieu, à l'Elysée, une réunion au cours de laquelle M. Giscard d'Estaing a mis au point avec MM. Bourges, de Guiringaud, Monory, Deniau et Sifra les questions qui seront débattues au cours de la conférence.

Le « sommet » a été préparé par une conférence des ministres des affaires étrangères qui s'est tenue à Paris les 12 et 13 mai derniers. D'autre part, jeudi matin 18 mai en lieu, à l'Elysée, une réunion au cours de laquelle M. Giscard d'Estaing a mis au point avec MM. Bourges, de Guiringaud, Monory, Deniau et Sifra les questions qui seront débattues au cours de la conférence.

Le « sommet » a été préparé par une conférence des ministres des affaires étrangères qui s'est tenue à Paris les 12 et 13 mai derniers. D'autre part, jeudi matin 18 mai en lieu, à l'Elysée, une réunion au cours de laquelle M. Giscard d'Estaing a mis au point avec MM. Bourges, de Guiringaud, Monory, Deniau et Sifra les questions qui seront débattues au cours de la conférence.

Le « sommet » a été préparé par une conférence des ministres des affaires étrangères qui s'est tenue à Paris les 12 et 13 mai derniers. D'autre part, jeudi matin 18 mai en lieu, à l'Elysée, une réunion au cours de laquelle M. Giscard d'Estaing a mis au point avec MM. Bourges, de Guiringaud, Monory, Deniau et Sifra les questions qui seront débattues au cours de la conférence.

حکومت پاکستان

AMÉRIQUES

Pérou

Proclamation de l'état d'urgence et arrestations massives

Lima (A.F.P., Reuter, A.P.). — L'état d'urgence a été instauré dans tout le pays, le samedi 20 mai, par le gouvernement péruvien, qui a en outre annoncé la suspension de tous les droits constitutionnels. Dans son communiqué, le ministère de l'Intérieur a justifié sa décision par l'insécurité que des groupes extrémistes ont imposée par le gouvernement instaurant la subversion et troublant l'ordre public.

République Dominicaine

M. Carter affirme que le soutien des États-Unis dépendra de l'honnêteté des élections

Le président Carter a déclaré le vendredi 19 mai à Washington que le soutien des États-Unis à la République dominicaine dépendra de l'honnêteté des élections en cours. M. Carter espère que les résultats seront respectés. Il est en contact permanent avec la mission d'observateurs de l'Organisation des États américains. Ces derniers ont affirmé vendredi que le « rideau de silence qui entoure maintenant le dépouillement du scrutin est inquiétant ». A Saint-Domingue, la situation demeure confuse et préoccupante. Le président Balaguer a fait des déclarations plus apaisantes mais rien n'indique que les forces armées sont prêtes à accepter la victoire de M. Guzman, candidat du parti révolutionnaire.

Correspondance

Saint-Domingue. — L'atmosphère est un peu tendue vendredi 19 mai à Saint-Domingue en dépit des accusations portées par le chef de l'État contre certains fonctionnaires du comité de coordination électorale, coupables, selon lui, d'avoir commis des « irrégularités ».

C'est sans doute cette préoccupation qui a amené le parti révolutionnaire dominicain à publier, vendredi soir, un communiqué dans lequel les copies de relevés des décomptes en sa possession traduisent un écart d'environ cinq cent mille voix entre les deux principales formations politiques dominicaines en faveur du P.R.D. A en juger par toutes les hypothèses qui sont encore sur l'issue du scrutin du 16 mai, la candidature dominicaine est loin d'être résolue.

MARIE-CLAUDE CÉLESTE.

An cours d'une conférence de presse, vendredi, le candidat du parti révolutionnaire dominicain, M. Antonio Guzman, s'est d'ailleurs proclamé vainqueur des élections du 16 mai. D'après des résultats maintenus officiels pour l'ensemble des circonscriptions de la capitale, le P.R.D. a obtenu 254 000 voix contre 124 000 au parti réformiste. Saint-Domingue aura donc à députer réformistes contre 12 au P.R.D.

L'inquiétude subsiste

De nouvelles organisations dominicaines, dont la très influente Association des Industriels de Santiago, connus pour sa sympathie pour le gouvernement Balaguer, ont demandé que soit respectée « la volonté du peuple dominicain » telle qu'elle s'est exprimée lors du scrutin du 16 mai.

Un durcissement de la politique israélienne ?

De ce point de vue, le projet du général Weizman ne serait rien de plus que l'application modérée du plan de paix de M. Begin (autocritique de la Cisjordanie avec maintien de la présence israélienne pour assurer la sécurité des frontières). Certains observateurs soulignent néanmoins la coïncidence de la présentation du projet du ministère de la Défense avec l'annonce de la décision américaine de vendre des avions à l'Arabie Saoudite et à l'Égypte. S'agit-il d'une réplique ? Des personnes proches du ministère israélien des affaires étrangères ont fait remarquer à l'occasion de cette interprétation que le nouveau plan d'implantations a été conçu il y a déjà plusieurs mois. Mais le doute

Pakistan

Le procès en appel de M. Bhutto après sa condamnation à mort Les adversaires de l'ancien premier ministre veulent éliminer la plus forte personnalité du pays

Alors que s'ouvre ce samedi 20 mai le procès de M. Bhutto, les autorités pakistanaises ont prolongé d'un mois la détention de la fille de l'ancien premier ministre. D'autre part, un partisan du régime, M. Kansar Niaz, qui avait été exclu du Parti du peuple de M. Bhutto, s'est proclamé président du mouvement.

Lahore. — La Cour suprême du Pakistan devait commencer à examiner à Islamabad où il vient d'être transféré le samedi 20 mai les mandats de perquisition émis à l'appel présenté par M. Bhutto après le jugement prononcé le 18 mars par la Haute cour de justice de Lahore, le condamnant à mort. L'ancien premier ministre a été jugé coupable d'avoir ordonné, alors qu'il était au pouvoir, l'élimination physique de l'un de ses plus rivaux politiques, M. Ahmed Raza Kasuri. Celui-ci échappa à une fusillade des forces fédérales de sécurité dans laquelle fut, en revanche, tué son père, M. Mohammed Ahmed Khan.

M. Bhutto avait été interné dans la minuscule cellule des condamnés à mort de la prison de Lahore — capitale intellectuelle et religieuse du pays, où il avait reçu, en 1974, les représentants des pays musulmans venus participer à la conférence islamique — à Islamabad, la capitale administrative. Mais son avocat, M. Yahya Bakhtiar, n'a pas reçu l'assurance que l'ancien chef de gouvernement pourra se présenter personnellement devant la plus haute juridiction du pays.

Les militaires, qui ont cessé de pouvoir le 5 juillet 1977, craignent de voir leur pouvoir renforcé par la popularité de ce candidat à la présidence de la Cour suprême, M. Anwar ul-Haq, qui a été élu président de la Cour suprême, ne fait pas mystère de son antipathie pour l'administration Bhutto, qui ne l'avait pas nommé à ce poste comme il y avait alors droit. La défense assure que toute l'affaire a été fabriquée et que la manière dont elle a été examinée par la Haute Cour de justice de Lahore a été entachée de nombreuses irrégularités. Elle tente de démontrer que les preuves de l'accusation sont « fausses et contradictoires » et que la déposition à charge de M. Masood Mahmood,

grand fils du Pakistan, a été après avoir mesuré la redoutable popularité du « leader du peuple » à mobiliser les masses, même sous le régime de la loi martiale, et craint qu'il ne récupère — ce que l'ancien premier ministre ne souhaite pas — les élections générales alors prévues pour octobre et depuis reportées. Il ordonna son arrestation en septembre et procéda ensuite contre lui le plus lourd et le plus partial réquisitoire.

M. Bhutto, dit-il, est un « génie démocratique » qui a dirigé un « État style Castro dans lequel les mouvements et les mesures politiques étaient devenues monnaie courante ». L'administration en charge de la justice a affirmé aussi disposer de « preuves irréfutables » de la culpabilité de M. Bhutto, qui aurait notamment « fait passer des instructions écrites pour que certaines personnes soient « éliminées physiquement ». M. Bhutto et ses collègues (la quasi-intégralité des dirigeants du parti populaire pakistanais, l'ancienne formation gouvernementale, sont pour des motifs divers incarcérés) ne pourront « échapper à une punition sévère ». « Nous ne pouvons demeurer impassibles en ce qui concerne ceux qui ont commis des crimes contre la nation », a-t-il ajouté. Comment les juges seraient-ils servies après de telles accusations ?

Les militaires se soucient peu des apparences

Bien qu'il ait été formé à Oxford, le nouveau président de la Cour suprême, M. Anwar ul-Haq, n'a pas l'air d'être un homme jugé par la justice, ne fait pas mystère de son antipathie pour l'administration Bhutto, qui ne l'avait pas nommé à ce poste comme il y avait alors droit. La défense assure que toute l'affaire a été fabriquée et que la manière dont elle a été examinée par la Haute Cour de justice de Lahore a été entachée de nombreuses irrégularités. Elle tente de démontrer que les preuves de l'accusation sont « fausses et contradictoires » et que la déposition à charge de M. Masood Mahmood,

De notre envoyé spécial

Le procès en appel de M. Bhutto après sa condamnation à mort. Les adversaires de l'ancien premier ministre veulent éliminer la plus forte personnalité du pays.

Le procès en appel de M. Bhutto après sa condamnation à mort. Les adversaires de l'ancien premier ministre veulent éliminer la plus forte personnalité du pays.

Le procès en appel de M. Bhutto après sa condamnation à mort. Les adversaires de l'ancien premier ministre veulent éliminer la plus forte personnalité du pays.

ASIE

Si la condamnation à mort est confirmée, l'ancien premier ministre aura encore la possibilité de demander sa grâce — ce qu'il affirme ne pas se proposer de faire le cas échéant — au président du Pakistan, une personnalité citée en fonctions pour peu de temps encore et qui a été nommé du temps où il était au pouvoir. De très fortes pressions internationales sont en outre exercées de toutes parts sur le général Zia ul-Haq. A peu près tous les pays musulmans avec lesquels le Pakistan connaît une relation étroite ont fait des démarches pressantes pour réclamer la clemence.

On dit à Islamabad que le sort de M. Bhutto se joue en particulier à Ryad, qui a exprimé notamment son inquiétude de voir le Pakistan connaître une période de troubles pouvant à nouveau mettre à l'épreuve son unité nationale. Le chah d'Iran, dont M. Bhutto était proche, craint aussi les remous politiques qui viendraient rajouter à ceux que connaît son empire. La Libye a fait savoir qu'on ne pouvait conduire à la puissance islamique en exercice de la conférence islamique. « Si vous n'en voulez pas, donnez-la-nous, le tiers-monde en a besoin », avait dit Tripoli.

Or Islamabad ne peut se passer de l'aide financière des pays musulmans, notamment pour l'énergie et l'équipement des forces armées. Les États-Unis, que M. Bhutto avait accusés d'avoir manqué son renversement, se sont, de leur côté, montrés très préoccupés des conséquences que pourrait avoir sa disparition. L'U.R.S.S. a demandé que rien ne soit fait qui puisse porter préjudice à ses relations avec le Pakistan. Enfin, à marqués à deux reprises que le gouvernement et le peuple chinois tenaient en haute estime l'ancien chef de gouvernement sino-pakistanais. Enfin, Amnesty International, qui a toujours dénoncé les atteintes aux libertés et les abus de pouvoir sous le régime Bhutto, vient d'exprimer son inquiétude devant les flagrantations publiques de prisonniers et demande que la peine de mort soit commuée. Mais, pour le moment, les dirigeants d'Islamabad restent apparemment sourds à ce déluge de suppliques internationales.

GÉRARD VIRATILLE.

PROCHE-ORIENT

Iran

La grande colère des « bazaris »

Téhéran. — Il était ouvert hier, le « sera-t-il aujourd'hui ? Combien de militaires sont postés près de son port principal ? Que disent les derniers tractats qui y circulent ? A Téhéran, ce sont ces questions qui ont dominé la thématisée de la ville : le Bazar.

La semaine dernière, dès que l'empire de la répression des agents de la police de Téhéran, le Bazar a réagi le premier : le rideau des boutiques a été tiré et chaque commerçant s'est dirigé vers le mosquée, formant un cortège dont le tumultueux a nécessité l'intervention de l'armée. Forte de plusieurs dizaines de milliers de personnes, la manifestation de « bazaris » donne sans doute plus de souci au gouvernement que l'Université.

Pour être les « bazaris » représentent-ils des intérêts économiques. Peut-être leur opposition au régime s'explique-t-elle par leur amertume devant la montée vers les quartiers modernes de Téhéran d'un commerce qui les considèrent totalement. Il reste que ces classes moyennes représentent une force politique considérable. Ayant quelque argent, ses membres peuvent offrir le luxe de la fronde.

De notre envoyé spécial

Le commerçant s'avance vers le pouvoir et les oppositions.

Pour atteindre les magasins de deux côtés de la rue de la Bazar, M. Masood Mahmood, le marchand de Téhéran, nous avons parcouru, sous le couvert d'un guide, plusieurs kilomètres dans un dédale de ruelles couvertes, de venelles odorantes, de cours, où sont stockés des marchandises de commerce en gros, respectueux de la tradition, qui font qu'on écoute une production d'abord dans le Bazar, même à certaines heures, avec l'aide d'un gérant si reste du temps. L'un des « bazaris » les plus actifs dans la lutte contre le régime, M. Masood, est propriétaire d'une usine de chaussures.

Le magasin de M. Gomaylan contient des réfrigérateurs. On ne les voit qu'à travers les grilles d'un rideau tiré depuis plusieurs mois. Le propriétaire s'était absenté pour participer

à une manifestation. Quand il est revenu, il a trouvé des scellés à côté de ses caisses. Le même mécontentement est arrivé à M. Doost, marchand de chaussures. Chez lui, en plus des scellés, il y avait un dévoué qui nous montre : « Ce magasin a été fermé parce que son propriétaire ne respecte pas le règlementation des prix. Il y a actuellement une douzaine de « bazaris » dans cette situation à Téhéran. Ils ignorent quand cessera ce représailles. Qui décide officiellement de la fermeture des magasins ? Une « chambre corporative » formée, nous assure-t-on, par des agents de la SAVAK, des « braves gauloues ».

Les voisins des victimes des « mesures administratives » approuvent le régime. Tout cela se fait en public. Chaque passant peut se joindre au groupe formé, maintenant autour de l'étranger et des « bazaris » en colère. Si le Bazar est encore entouré par de petits détachements militaires, on ne voit pas l'intérieur, que quelques policiers en uniforme d'apparence débonnaire. Mais, lorsqu'on remarque, il y a quelque paradoxe à dénoncer l'omniprésence de la SAVAK devant un tel étiolement. « La SAVAK, répond un « bazaris » en jetant un regard entendu sur l'assistance, le lui chie dessus. Croyez-moi, sur ce moment, « ils » oseront rien me faire. Ils savent très bien que s'ils me touchent, ce sera la révolte. Ce n'est pas l'envie qui leur en manque, mais ils ne peuvent plus ». Sans doute, après cette expérience, on est tenté de croire ceux qui parlent d'un certain changement dans les méthodes du régime depuis quelques mois.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Israël

Les implantations dans les territoires occupés

(Suite de la première page.)

En fin de compte, il s'agit d'un contre-projet. Il est émis sous l'égide du ministère de la Défense, le général Ezer Weizman, qui, partisan d'établissements de dimensions importantes mais en nombre limité, s'oppose aux idées de son collègue, le ministre de l'Agriculture, M. Ariel Sharon, champion de la colonisation des territoires occupés par des implantations de dimensions réduites, mais « sur chaque colline », selon l'interprétation biblique.

Depuis des mois, les deux hommes s'affrontent au sein du gouvernement. Le général Weizman — bien qu'il n'ait pas renié l'idée du grand Israël — se montre favorable à une politique de « coupasse » dans la perspective des négociations de paix. Au début du mois de mars, alors qu'il se trouvait en voyage à Washington, le général Weizman avait vivement critiqué le processus de colonisation, déclarant que celui-ci devait être arrêté avec les pourparlers avec l'Égypte. Cela se passait au moment où le président Carter venait de déclarer que les poursuites des implantations constituaient des « obstacles à la paix ».

persiste. Dans les milieux politiques modérés de Jérusalem, on s'inquiète de la possibilité d'un durcissement de la politique israélienne et l'on souligne, par exemple, la radicalisation qui vient de se manifester au sein du parti national religieux.

La presse, dans son ensemble, réagit que pour le premier fois la tension des « bazaris » paraît l'avoir nettement emporté au sein de la troisième formation de la majorité au pouvoir.

FRANCIS CORNU.

Les forces des Nations unies sur le Golan. — Le secrétaire général de l'ONU, M. Waldheim, a annoncé, vendredi 19 mai à New-York, que la Syrie et Israël sont d'accord pour une prolongation, jusqu'au 30 novembre, du mandat des forces des Nations Unies au Golan. (Reuter.)

Le Prix Beitz Khan 1978 a été décerné à M. Ersoy pour son livre et son film Deuz le brasier kurde, et M. Chris Kutcher pour son livre Le Mouvement national kurde. Ce prix créé en 1977 est attribué pour récompenser la meilleure œuvre de langue française intéressante les Kurdes et le Kurdistan.

ALLO ALYA! ALLO ALYA! Pour tous renseignements sur l'Aly, le répondant automatique, vous informez 24 h. sur 24 ou : 924-33-39

Union soviétique... avis des dissidents géorgiens... De Dreyfus à Orlo... intoge la d'Allemagne... nt moins... critique.

ASIE

Japon

L'aéroport de Narita a été inauguré sous la protection d'énormes forces de police

Plusieurs dizaines d'extrémistes ont attaqué, samedi 20 mai après-midi, un barrage de police situé sur la route reliant Tokyo au nouvel aéroport de Narita, lançant soixante-dix cocktails Molotov et incendiant un véhicule. Au même moment, à l'intérieur des bâtiments de Narita, se déroulait, à l'occasion de l'inauguration de l'aéroport, une cérémonie shintoïste traditionnelle destinée à chasser les mauvais esprits.

De notre correspondant

Tokyo. — Tout le trafic aérien dans la région de Tokyo a été paralysé pendant plusieurs heures, samedi matin 20 mai, à la suite d'un sabotage commis par un groupe d'opposants à l'ouverture du nouvel aéroport international de Narita, qui a été inauguré ce jour même. Depuis 6 heures du matin, le circuit de micro-ondes du centre de contrôle de Tokorozawa, dans la préfecture de Saitama, au nord de Tokyo, centre nerveux du trafic aérien du Japon, ne fonctionnait plus : le câble coaxial souterrain qui relie le centre aux aéroports de la région a été sectionné. Ne pouvant plus recevoir des instructions de vol, tous les avions ont dû rester au sol jusqu'à la mi-journée avant que ne soit mis en service un système manuel : les décollages se font toutes les trente minutes seulement. Normalement, les premiers appareils devaient atterrir à Narita dimanche.

Ce nouveau sabotage, revendiqué par le groupe étudiant Chu-kaku (Noyau central) fait suite à une série d'attentats qui jusqu'à présent n'ont pas fait de victimes (un autobus de l'aéroport de Kyoto a été incendié, la voie ferrée reliant Narita à la capitale a été bloquée) et à l'alerte à la bombe (dans un appareil des lignes intérieures et au siège de la JAL à Tokyo). Il confirme d'une part que l'ouverture de Narita ne se fera pas sans difficultés et surtout que les opposants sont parfaitement renseignés sur les techniques du trafic aérien. Ils ne cachent d'ailleurs pas qu'ils sont conseillés par des ingénieurs et des techniciens, eux aussi opposés à l'ouverture de Narita pour des raisons écologiques.

Le rumeur circule à Tokyo que l'un des membres du groupe qui a attaqué la tour de contrôle, le 26 mars, faisait partie du personnel de l'Air Lines. Le sabotage du circuit micro-ondes confirme aussi que, tout en poursuivant la lutte violente par

des manifestations, les opposants sont déterminés, comme ils l'ont annoncé, à saboter systématiquement les équipements d'aide à la navigation. Il est très difficile à la police de garder l'aéroport, les 60 kilomètres de voie ferrée du train amenant le kérosène, la ligne transportant les voyageurs, l'autoroute et, en plus, les centres radars et radios de la région de Tokyo.

Apparemment, les quatorze mille «hidotal» (C.B.S.) postés autour de Narita parviennent tout juste à garder l'aéroport. C'est pour cela qu'aucune personnalité du gouvernement — à l'exception du ministre des transports — n'a participé à la cérémonie d'ouverture : il n'y aurait, en effet, pas assez d'hommes pour assurer leur sécurité et celle des installations, estimées les responsables. Cette mobilisation des forces de police revient à 50 millions de yens par jour (soit environ 1 million de francs).

Les autorités sont déterminées à les maintenir en place aussi longtemps que cela sera nécessaire. Mais il sera difficile de prévenir des actes de sabotage et surtout des actions terroristes. Depuis le début des travaux, la «bataille de Narita» a fait cinq morts et huit mille blessés.

PHILIPPE PONS.

Chine

Conseiller du président Carter

M. BRZEZINSKI EST ARRIVÉ À PÉKIN

M. Zbigniew Brzezinski, conseiller du président Carter pour les questions de sécurité nationale, est arrivé à Pékin samedi 20 mai. M. Brzezinski, qui aura trois jours d'entretien avec les dirigeants chinois, a été accueilli à l'aéroport par M. Hsinang Hua, ministre des affaires étrangères. M. Woodcock, chef du bureau de liaison américain dans la capitale chinoise, était allé, pour sa part, chercher M. Brzezinski à Tokyo. D'autre part, nous précisons notre correspondant à Pékin, le chef de l'Etat roumain, M. Ceausescu, a quitté la capitale chinoise samedi pour se rendre en visite officielle en Corée du Nord. Il avait auparavant séjourné avec le président Hua Kuo-fang un accord de coopération à long terme. Très satisfait de sa visite, qui aura permis de «raffermer l'unité entre le P.C. roumain et le P.C. chinois», M. Ceausescu a annoncé que M. Hua avait accepté de se rendre en Roumanie ; ce voyage pourrait avoir lieu, estime-t-on à Pékin, l'automne prochain dans le cadre d'une tournée européenne au cours de laquelle le président chinois se rendrait aussi en Yougoslavie et, peut-être, en France.

M. Ceausescu a confirmé avoir eu avec ses interlocuteurs un échange de vues «sur les problèmes du mouvement communiste international» ; en ce qui concerne l'«eurocommunisme», il a précisé que «les activités des partis d'Europe occidentale concernent ces partis eux-mêmes. On sait que le P.C. roumain entretient de bonnes relations avec ces partis. Nous estimons que leur activité correspond aux conditions concrètes dans leurs pays respectifs (...)».

(Publié)

URUGUAY

Nous appelons à manifester, dans le recueillement, notre solidarité avec toutes les victimes uruguayennes des persécutions et Argentins et Uruguayiens même (massacres, prisonniers, tortures, disparus, parmi lesquels des enfants en bas âge) et notre volonté de tout faire pour que ce terrible événement cesse.

Un service commémoratif aura lieu le samedi 20 mai, à 20 h. 15, à l'église réformée de Piasance, 85, rue de l'Oratoire - 75014 PARIS (métro Parias).

Justice et Paix - CIMADE
Association des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture, Mouvement International des Juristes Catholiques (section française),
114, rue de Grenelle - 75007 Paris.

DIPLOMATIE

La fin de la 7^e session de la conférence sur le droit de la mer

Les interventions des pays côtiers en cas de risque de pollution pourraient être étendues

De notre envoyée spéciale

Genève. — La septième session de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer, qui avait commencé le 28 mars, à Genève, a été suspendue vendredi 19 mai. Les représentants ont décidé, par cinquante et une voix contre quarante-six, douze abstentions et un bulletin nul, de se retrouver du 21 août au 15 septembre prochains. Contrairement aux sessions précédentes, la réunion de Genève n'a pas abouti à une révision du «texte de négociations composite officieux» (T.N.C.O.), dont le dernier a été publié le 19 juillet 1977, quatre jours après le fin de la sixième session à New-York. L'opinion de la majorité des Etats représentés à Genève est en effet que la convention — elle voit le jour — doit être un tout, et que le T.N.C.O. constitue un tout lui aussi qu'on ne peut modifier ni amender morceau par morceau, chaque modification pouvant être un élément d'échange dans le marchandage global qu'est en fait la conférence.

Les travaux de Genève ont finalement conduit à la rédaction de rapports qui pourront servir de base aux discussions ultérieures. Les sept Etats participants ont demandé qu'elle puisse signer et soumettre la convention, ce qui a évidemment soulevé l'opposition d'Israël.

Après la catastrophe de l'Amoco-Cadiz, la France était en position psychologique favorable pour faire modifier les articles du T.N.C.O. relatifs à la pollution. Le rapport présenté par M. Alexander Yankov, représentant de la Bulgarie et président de la troisième commission, n'a certes pas été substitué au T.N.C.O., mais, selon la délégation française, il est satisfaisant, car il permet, en dépit de quelques déficiences, d'espérer un consensus sur des points importants.

La limite du plateau continental

L'Irlande a proposé que la limite extérieure du plateau continental soit fonction de l'épaisseur des sédiments ou soit fixée à 200 milles à partir du « pied de la pente continentale ». Cela permettrait à plusieurs Etats, Grande-Bretagne, Argentine, Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Irlande notamment, de devenir propriétaires des ressources minérales des fonds marins s'étendant bien au-delà des 200 milles communément acceptés comme limite des zones économiques exclusives.

La proposition irlandaise a soulevé une vive opposition du groupe des cinquante-trois pays sans littoral ou géographiquement défavorisés (2) et du bloc socialiste. Chine non comprise.

De même, la possibilité pour les pays sans littoral ou géographiquement défavorisés d'avoir accès aux ressources viventes de leurs voisins mieux pourvus n'a pas suscité un enthousiasme général. En premier lieu, le groupe des «77» (3) veut absolu-

ment refuser cette possibilité aux Etats industriels qui ont perdu des «53» étant donné que, selon lui, ces pays ont les moyens d'acheter des licences de pêche ou d'importer du poisson. Ensuite, certains des voisins d'une part de leurs richesses en ressources vivantes, même s'il ne s'agissait que de l'exploitation des surplus. Toutefois, il semble que l'idée d'une conciliation obligatoire en cas de différends sur le pêche entre l'Etat côtier et un pays tiers, fasse doucement son chemin. L'application de la solution proposée par les conciliateurs ne serait pas obligatoire certes, mais la possibilité donnée à une telle solution conciliatoire à celle-ci un point moral indéfectible.

Parmi les problèmes qui n'ont pas été abordés figure notamment la désignation des Etats ou groupes qui seront admis à signer l'avenant à la convention pour la pêche, par exemple. Quant à l'O.L.P. (Organisation de libération de la Palestine), les Etats arabes ont demandé qu'elle puisse signer et soumettre la convention, ce qui a évidemment soulevé l'opposition d'Israël.

Après la catastrophe de l'Amoco-Cadiz, la France était en position psychologique favorable pour faire modifier les articles du T.N.C.O. relatifs à la pollution. Le rapport présenté par M. Alexander Yankov, représentant de la Bulgarie et président de la troisième commission, n'a certes pas été substitué au T.N.C.O., mais, selon la délégation française, il est satisfaisant, car il permet, en dépit de quelques déficiences, d'espérer un consensus sur des points importants.

Le droit d'intervention de l'Etat côtier

Le droit d'intervention de l'Etat côtier serait élargi : un Etat côtier pourrait intervenir en cas d'accident ou d'avarie menant vraisemblablement à un accident qui entraînerait un risque de pollution du littoral, des eaux territoriales ou de la zone économique exclusive, cette intervention pouvant avoir lieu même en haute mer si l'Etat côtier ayant le

(1) Toute demande de concession par un groupe industriel national ou privé supposerait un partage à moitié de la concession demandée serait attribuée au demandeur, l'autre moitié étant réservée pour l'«entreprise» opérationnelle de l'autorité internationale propriétaire du patrimoine commun de l'humanité. L'entreprise exploiterait elle-même ou ferait exploiter sa part après avoir choisi cette dernière.

(2) Cinquante-trois pays sans littoral et Etats géographiquement défavorisés ont formé un groupe suffisamment nombreux pour constituer une minorité de blocage. Les décisions prises — rarement — par vote demandant la majorité des deux tiers.

(3) Les pays sans littoral ou géographiquement défavorisés ont appelé les «77» (3) à bien vouloir actualiser, plus de 110.

droit de «faire appliquer» les mesures propres à prévenir le risque de pollution. Cette proposition donnerait donc le droit à l'Etat côtier de prendre le navire dangereux en remorque ou d'en assurer le manœuvre, même en cas de refus du commandant.

Des délégations de pouvoirs

En outre, le rapport officieux de M. Yankov dominerait à un Etat côtier, ayant souscrit avec d'autres pays des accords bilatéraux ou régionaux, le droit d'inspecter des navires passant dans ses eaux territoriales ou dans sa zone économique et de diriger vers des ports ou des eaux intérieures lui appartenant ou appartenant à ces pays. Le T.N.C.O. ornait déjà, à tout Etat côtier, le droit de vérifier que la conception, la construction, l'équipage et l'équipement du navire se dirigent vers l'un de ses ports ou vers ses eaux intérieures étaient conformes à sa réglementation propre.

La position française défendue par M. Guy de Lacharrière a reçu deux appuis de poids Les Etats-Unis et le Canada sont partisans en effet de ces délégations de pouvoir partiel du principe qu'un accord conclu entre plusieurs pays de la même région du globe est international par définition... On pourrait donc raisonnablement espérer que ces nouvelles dispositions fassent bientôt partie du droit coutumier, qui, pour les zones économiques exclusives entre autres, a déjà bouleversé le droit maritime traditionnel sans attendre qu'il ait une convention formelle.

Les huit semaines de la réunion de Genève n'ont donc pas été stériles. Des points pas ont fait avancer vers la solution de divers problèmes. Cela ne veut pas dire bien sûr que la prochaine réunion de New-York, ni même une prochaine session qui pourrait se tenir l'année prochaine ou plus tard, aboutira à la rédaction d'une convention globale. Comme nous l'avons déjà dit (Le Monde du 29 mars), certains participants à la conférence se demandent si une convention est réellement indispensable, étant donné les changements profonds du droit empiètement coutumier qui ont déjà bouleversé le droit de la mer. Après tout, disent-ils, une déclaration solennelle et des réunions périodiques d'ajustement éviteraient que certains pays refusent de signer une «mauvaise» convention et faciliteraient l'évolution et l'adaptation nécessaires sans provoquer de blocages gênants.

Mais d'autres participants sont plus optimistes. Pour eux, il y aura une convention — à une date indéterminée — de nombreux pays comprendraient mal, en effet, que leurs délégués aient passé tant de temps et dépensé autant d'argent pour des modifications du seul droit coutumier.

YVONNE REBEYROL.

IAM'78.

Découvrez la Publicité et ceux qui la font

2^e Salon International de la Publicité
2nd International Advertising Market
22-26 mai 1978
Paris, CNIT, la Défense - niveau 1
Ouvert tous les jours de 11 h à 22 h
Opération "Portes ouvertes aux étudiants" le 24 de 9 h à 13 h
Fermeture le 26 à 19 h

27.000 m² d'exposition.
380 sociétés exposantes dont 25% de firmes étrangères.
Agences - Médias (Presse, Radio, Télévision, Affichage) -
Spécialistes du Marketing et des Etudes - Films publicitaires -
Prestataires de la Publicité - Fabricants de matériels utilisés par
les publicitaires.

5 jours d'animation ininterrompue
40 débats, séminaires et colloques avec les plus grands noms de la
Publicité, du Marketing et des Médias dans le monde. Entrée gratuite.

Lundi 22, de 14 h à 18 h. Séminaire Média Decisions,
presse professionnelle, U.S.A. (participation aux frais : 400 F TTC) :
"le rôle de l'annonceur dans le choix des médias aux Etats-Unis" avec
MM. Norman B. Glenn, Archa Knowlton, William Claggett, A.B. Priemert,
James Barker, Dana Redman, Joseph Ostrow, Erwin Ephron.

IAM
Pour mieux connaître la Publicité
Le IAM 78 est placé sous le patronage de la Fédération Nationale de la Publicité.
Entrée gratuite pour toutes les personnes intéressées.

Alisarda: des vols directs entre Paris et la Sardaigne

Vols directs Paris-Olbia-Cagliari à partir du 1er Juin

Avec Alisarda, la mer et le soleil de la Sardaigne se rapprochent. Les DC9 d'Alisarda partent d'Orly-Sud et atterrissent les aéroports d'Olbia/ Costa Smeralda en moins de deux heures et Cagliari en moins de trois heures.

A partir du 16 Juin et pendant tout l'été, Alisarda propose également des vols directs de Nice-Côte d'Azur à Olbia/ Costa Smeralda.

Faites vos réservations auprès de votre Agence de Voyages, d'Air France ou directement auprès de la compagnie Alisarda, 9 Boulevard de la Madeleine, 75001 Paris. Tel. 2615150-2616180. Telex 212515 Alisard.

PARIS - OLBIA - CAGLIARI	
Départ Paris Orly 11h45	Départ Olbia 14h30
Arrivée Olbia 22h10	Arrivée Cagliari 14h30
* du 1er Juin au 30 Septembre - le jeudi	
* du 4 Juin au 24 Septembre - le dimanche	
NICE - OLBIA	
Départ Nice 10h30 - Arrivée Olbia 12h45	
* du 15 Juin au 15 Septembre - mardi-mercredi-jeudi	

ALISARDA
La compagnie aérienne de la Sardaigne.

Le Monde

LES MARIONNIERS DE N...

VU DE

La

Le silence et la fureur

PEPPE WILANSON-FONTE

سكنا من الأصل

HUMEUR

Nous sommes sous tranquillisants

L'Apocalypse et le chaos qu'on nous prometait nous ont été épargnés. Les campagnes respirent. Malgré les averse, les bourgs et les villages...

En vain, les prophètes de malheur se battent-ils les flancs. La France attend le mois de juin, qui va lui tourner la tête...

Une soupape aux tragédies

C'est d'abord, dit-il, un ministre, de proposer un idéal à notre jeunesse sur des terrains de jeu, avec des piscines, des halles, des clubs...

Il y a aussi à faire dans la bonne conscience à la télévision avec le bannissement des autorités civiles et religieuses. On rassemble quelques survivants...

C'est du passé, tout cela, mon cher diable, avant sa mort, notre Zola, un peu désabusé. J'ai un roman à écrire...

Ainsi peut-on à bon marché soulager la sens moral de la nation grâce à une télévision qui est une soupape aux tragédies...

Tirer le bâillon

La Coupe du monde de football, ses surprises, les talents et les échecs jugeront des dirigeants, nos héros d'été ou victorieux, les héros de la télévision...

Aujourd'hui, les Français pleurent quand Besta se fait battre à Eindhoven, et moi-même, je l'avoue, je suis tenté de tirer sur moi le bâillon...

JULES ROY.



Le Monde aujourd'hui

ARBRES

Les marronniers de Marigny

CETTE semaine, c'est la fête des marronniers. Ces arbres ont l'air de gros bouquets ronds, et ce sont leurs fleurs qui ressemblent à des arbres...

En rentrant chez moi, l'autre soir, je vois trainer par terre une branche fraîchement tombée de l'arbre. Les gens passent sans la regarder, ou plutôt ils la regardent...

Sur mon palllasson, il y avait le supplément littéraire du Journal de Genève. Je l'ouvre et je tombe sur un très court passage traduit de Ludwig...

Un problème tout à fait singulier se pose. Un homme qui déambule dans la rue une feuille à la main, étonné. Toutefois, il n'avait pas le droit de se séparer de la feuille, était un signe d'en haut. Alors il la fit tourner entre ses mains croisées dans la dos, comme par distraction...

L'homme ne fait pas comme moi. Il revient sur ses pas, retrouve la feuille et rentre chez lui la tête haute.

Un signe d'en haut ? En tout cas, hier soir, je marchais dans la lumière verte de l'avenue Marigny lorsque, de loin, j'ai vu une branche de marronnier cassée, plus petite que celle de l'autre jour, moins fraîche, qui avait l'air triste d'un pigeon mort. Je l'ai ramassée sans hésiter sous

FLEURS

Gentil coq'licot

NON sans raison, les chapelles écologiques sont le terrain de jeu pour les écologistes. Ils ont fait pour eux de beaux jardins. En France nous nous attendrions surtout sur les animaux, mais nos voisins britanniques reculent devant les idées qui se croisent dans le monde végétal. Voyez les haies...

JAQUELINE DEMORNEK.

Partout le bon sens hésite à louer la disparition des bienfaits, ruelles, canonniers, qui, sur les toits célèbres comme dans les poèmes, changent par des moissons en émaux verticaux ou fait-il se fier à l'œil d'obtenir une forme plus pure ? Quoi qu'il en soit, toutes nos offensives ne sont pas mortelles ; certaines variétés trouvent d'excellentes positions de repli : l'obscuration des plantes n'a d'épave que celle des hommes.

Tels sont les coquelicots. Chassés des bords par le progrès technique, ils envahissent les terrains nus, ils se sont réfugiés dans les chemins de fer ou le bord des routes. Habités dès l'enfance et leurs tons intenses, nous n'y prions qu'un regard distrait. Mais si nous les découvrons pour la première fois ?

C'est ce qui est arrivé, sous mes yeux, à un trio de Noirs, deux garçons, une fille, qui vivaient une rue méditerranéenne ombragée de palmiers, et longée par un mur tapissé de bouganvilles dans toute la poursuite de leur gloire. Insubmersible est exotisme pour nous banalisés, pour lui peut-être dérisoire, le groupe, tout en discutant, débouche dans une voie moins urbanisée. Les piétons n'y disposent que d'un trottoir ; l'autre côté de la chaussée, livré aux herbes folles, n'a pas été touché.

A un tournant éclate la tache violente de coquelicots tardifs. La jeune femme traverse en éclair, sourde aux insultes d'un automobiliste qui doit freiner à bloc. Elle cueille délicatement une fleur et, toujours apeurée au danger, recient vers ses compagnons qui, fascinés à leur tour, admirant les pétales froqués, leur jette matière, la houppe des étamines notées. L'un me demande le nom ; tous le connaissent, mais c'est la première fois qu'ils observent, dans sa réalité, une des fleurs du monde plus rouges que la crête du coq dont on les a rapprochées (1).

Les trois promeneurs se souviendront, comme moi, de ce bref épisode où le coquelicot, sans être le moins du monde un monarque du hasard, a su chanter cocorico comme personne.

ALICE PLANCHÉ.

(1) Coquelicot, comme cocorico, une onomatopée d'après le chant du coq.

VU DE BRETAGNE

La mort du prince

LES bois sont pleins de gébilliers, dit l'ivroite Kéroze. Ne cachez-les pas aussi des assassins ? Je le sais, mon chien Meil na reviendra plus...

Je le sais, mon chien Meil na reviendra plus. Drôle de crosle. Une grosse tête, plutôt laide. Mais un corps mince, long, fait pour les courses. Et c'était un rude coureur. Meil. Qu'il fit ou qu'il vendit, que vint le jour où que tombât la nuit, il parlait. Souples, rapide, bondissant, c'était un chien aux semelles de vent. On aurait dit qu'il se méfait tant de la race humaine qu'il lui fallait la royauté des landes et des garennes, la brousse profonde pour recouvrer la joie de vivre. Ou bien, tout simplement, tant vaguement du braque, peut-être était-il ce braque d'instinct, ce fin limier que démantelait l'odeur lepine. Il nous revenait noir, dans une gangue de boue qui sentait l'eau et la rivière ; c'est qu'il franchissait l'avenue. Plus loin étaient les grands bois. Son royaume...

Cette fois Meil na reviendra pas. Jamais.

Nous l'avions adopté il y e trois ans. Il était venu, efflanqué, misérable, trapper à notre porte. Littéralement. Il portait en son dos des marques de sang. Un chien martyr. Un de plus. Il y a des salauds chez les hommes. Des ardues. Je vous le dis. Et c'est bien pour cette douleur insupportable que nous sommes jeunes, et c'est bien pour cette dé-

treuse qu'il portait dans ses flancs malgrés, et ses plaies noires, et c'est bien pour cette anguille qui courait dans ses tremblements que nous l'avons recueilli et que nous lui avons donné ce nom de Meil. En langue bretonne, ce mot signifie prince. Nous sommes ainsi : nous honorons les pauvres, et les vieux vagabonds fessés de la race canine. C'est entendu, nous sommes du Moyen Age, N'importe...

Cette fois Meil na reviendra pas, ne reviendra plus. Drôle de crosle. Une grosse tête, plutôt laide. Mais un corps mince, long, fait pour les courses. Et c'était un rude coureur. Meil. Qu'il fit ou qu'il vendit, que vint le jour où que tombât la nuit, il parlait. Souples, rapide, bondissant, c'était un chien aux semelles de vent. On aurait dit qu'il se méfait tant de la race humaine qu'il lui fallait la royauté des landes et des garennes, la brousse profonde pour recouvrer la joie de vivre. Ou bien, tout simplement, tant vaguement du braque, peut-être était-il ce braque d'instinct, ce fin limier que démantelait l'odeur lepine. Il nous revenait noir, dans une gangue de boue qui sentait l'eau et la rivière ; c'est qu'il franchissait l'avenue. Plus loin étaient les grands bois. Son royaume...

Cette fois Meil na reviendra pas, ne reviendra plus. Drôle de crosle. Une grosse tête, plutôt laide. Mais un corps mince, long, fait pour les courses. Et c'était un rude coureur. Meil. Qu'il fit ou qu'il vendit, que vint le jour où que tombât la nuit, il parlait. Souples, rapide, bondissant, c'était un chien aux semelles de vent. On aurait dit qu'il se méfait tant de la race humaine qu'il lui fallait la royauté des landes et des garennes, la brousse profonde pour recouvrer la joie de vivre. Ou bien, tout simplement, tant vaguement du braque, peut-être était-il ce braque d'instinct, ce fin limier que démantelait l'odeur lepine. Il nous revenait noir, dans une gangue de boue qui sentait l'eau et la rivière ; c'est qu'il franchissait l'avenue. Plus loin étaient les grands bois. Son royaume...

XAVIER GRALL.

Au fil de la semaine

AU cours des deux années qui ont précédé mai 63, j'ai écrit et lu un peu plus tôt ou un peu plus tard, sous une forme ou une autre, il allait se produire « quelque chose » dans la jeunesse. Nul ne pouvait évidemment imaginer l'explosion étudiante et la grève ouvrière, l'enchaînement qui allait conduire de Nanterre via Grenoble aux Chemps-Elysées. Mais les indices d'un malaise étaient clairement perceptibles.

À l'étranger d'abord, et notamment en Allemagne, en Italie, aux Etats-Unis, où des manifestations, des mouvements, préfiguraient, ou du moins précédaient l'annonçant, le mal français. Dans l'Université ensuite, où l'agitation était endémique et avait déjà, à Paris, en banlieue et en province, donné lieu à maints incidents. Parmi les jeunes ouvriers aussi, qui s'étaient souvent trouvés, dans des villes ou des entreprises où ils étaient particulièrement nombreux et où se posaient de graves problèmes d'emploi, à l'origine de débrayages spontanés et de grèves sauvages. Enfin dans les partis, les syndicats, une foule d'organisations, où les jeunes militants rejetaient volontiers les tabous, les principes et les usages dont s'accommodaient leurs aînés.

Aujourd'hui, ne peut-on tenter de scruter les signes, de sonder les esprits, de collecter quelques indices, non pour prédire l'avenir, mais pour tenter de situer les zones d'incertitude, de refus, de mise en question ? Quête difficile, presque impossible même, puisqu'elle apporte à la fois tout, et puis le contraire de tout. Et aussi parce que l'éclat ou l'événement ne viennent jamais de la majorité, mais de minorités agissantes qui ont su exprimer un moment de l'inconscient collectif.

Si l'on voulait résumer d'un mot l'état d'esprit du plus grand nombre, au jour d'hui, il faudrait parler d'indifférence. Ce n'est plus une jeunesse qui s'ennuie, mais plutôt, en apparence du moins, une jeunesse qui s'en fait.

Les documents, les témoignages, les confidences, penchent en effet nettement de ce côté. « Mes étudiants, cette année, sont appliqués, calmes, silencieux ou bien tout simplement absents », écrit cet universitaire de Grenoble, qui poursuit : « Ceux qui suivent les cours, participent aux travaux pratiques, et ils sont assez nombreux, se montrent soucieux de réussir leurs examens, anxieux d'avoir vite une bonne situation, pour se marier, s'installer dans la vie. Les autres, un tiers environ pour moi, je ne les connais même pas : ils se sont inscrits au début de l'année, puis on ne les a jamais revus. Ils ne font pas d'études ; ils ont trouvé un statut social et ne cherchent pas plus loin ».

« Jamais, depuis trente ans que j'enseigne, je n'ai connu une génération aussi complètement dépolitisée », assure un de ses collègues de Rennes. « Le sentiment de blocage, de barrage, est quasi absolu, explique un sociologue parisien. On a mesuré, à droite comme à gauche, l'impossibilité de faire remonter les désirs, de faire prendre en considération les exigences, même si elles doivent être corrigées et récupérées. Le système apparaît bétonné. Alors, on en prend son parti, tout se résume à attendre et on organise tout bien que mal sa petite vie, ses petits plaisirs, sa petite sécurité individuelle. La devise, c'est : Pas d'histoires ! ».

Sur les jeunes ouvriers, les témoignages disent à peu près la même chose, à ceci près que le chômage engendre plus

de désespoir et d'amertume, de gêne aussi, que de colère.

Ainsi, une génération de moutons, sans sentiments forts tels que l'indignation ou l'enthousiasme, uniquement soucieuse de confort et de tranquillité, qui se borne à aménager, à son usage les plaisirs des aînés, préférant la moto à la voiture, la moxik à la télé, le flipper ou loto et au tiercé ? Une génération installée dans le provisoire, l'attente — mais de quoi ? — pour qui vacances signifie bougeotte et qui considère le travail comme une corvée, ou demeuren évitable, ou qui revêt au pis la forme de quelques « petit boulot » ? Telle est en effet l'apparence. Mais le silence de cette eau dormante, que cache-t-il ? Rien, répondent les uns. Une secrète connivence avec les quelques enrégés d'aujourd'hui, assurent les autres.

CAR il existe des enrégés. Oh ! ils ne sont pas très nombreux et on ne les voit peu, on ne les entend guère. Ils servent comme des loups solitaires, désespérés et vindicatifs. Ils ont entre dix-huit et vingt-cinq ans tout au plus. Pour eux, mai 68 appartient à une histoire qui n'est pas la leur, avec la guerre d'Algérie de papa et la guerre de 40 du grand-père. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Tout les écorche, les agresse, les rend furieux. L'état d'un monde où la guerre, la faim, l'oppression, sont le pain quotidien de millions d'hommes. L'hypocrisie d'un pays gouverné par le désarmement tout en se vantant d'être la troisième puissance mondiale de l'univers. L'arnipotence de l'argent qui règne dans une société bâtie à leurs yeux sur l'avilité, l'injustice et la servitude.

À tort de violence, de brutalité, de tortures morales ou sociales, ils ne voient qu'une réponse : la violence, fût-elle

aveugle et dérisoire. Puisqu'il est impossible de se faire entendre, puisque ceux-là mêmes qui devraient être les premiers à se révolter en sont incapables et se touchent les oreilles, le seul moyen de se réveiller, de les contraindre à se lever enfin et à rejeter l'intolérable, c'est de faire du bruit, de heurter, de choquer par tous les moyens, y compris les plus brutaux. Quoi qu'il puisse en coûter : ils méprisent à ce point la vie des autres qu'ils se soucient peu d'y laisser eux-mêmes leur peau. Au diable les scrupules et les demi-mesures !

Ils ne sont qu'une poignée peut-être, cinq ici, trois là, sept ou huit ailleurs, qui vivent ainsi dans un brouillard de haine. Pas d'idéologie, aucune stratégie, seulement une colère nue et aveugle. C'est à eux que s'adressent un Maurice Clavel, un Claude Mauriac, quand ils les adjurent de répudier la violence. Ce sont leurs semblables qui, de l'autre côté du Rhin ou des Alpes, poussant jusqu'à l'absolu l'absurde et la déraison, ont entanté la bande à Baedeker et les Brigades rouges.

Il est caractéristique ici et là que, à l'origine de ces groupes, on trouve tantôt d'anciens militants chrétiens à la générosité dévoyée, tantôt d'anciens communistes déçus par le léninisme du parti. Mais aujourd'hui on n'en est plus là. Ce qui les pousse, ce n'est pas le désir de révolution, la quête éperdue du bonheur ou de la justice tels qu'ils entendent les imposer aux masses dont ils se croient l'avant-garde. C'est tout simplement la fureur, un fureur qui les fait vivre dans un univers mythique, un monde halluciné et fou.

Le vide et le silence d'un côté. Ces loups solitaires et féroces de l'autre. On ne peut prophétiser, mais on peut craindre.

mission de la conférence soit de la mer des pays côtiers en cas on pourraient être étendus

Des délégués de pouvoirs... des vols directs vers la Sardaigne et la Sardaigne... ALISARDA

Le silence et la fureur

PIERRE VIANSSON-PONTÉ



ALISARDA

RADIO-TELEVISION

LE DÉBAT SUR LE MONOPOLE

EN GRANDE-BRETAGNE

Une liberté très réglementée

Le monopole d'Etat sur l'audiovisuel est mort en deux temps en Grande-Bretagne...

Le monopole d'Etat sur l'audiovisuel est mort en deux temps en Grande-Bretagne...

Les disques

de bonne aventure

L'ITA exerce un contrôle sur la production. D'abord sur le volume et le contenu de la publicité...

En France, donc, les mots coûtent plus cher que les bombes. Tandis que les assassins d'Henri Curjel courent toujours...

DEUX POINTS DE VUE

Pour un permis de conduire

par ALAIN MADELIN (*)

Le gouvernement va déposer devant le Parlement un projet de loi...

elles ou de pays, à faible puissance.

Ces radios correspondent sans aucun doute à une formidable aspiration.

C'est pourquoi l'ancien appartient certainement à de petites radios locales...

nous y trompons pas ! Le mouvement est irréversible.

L'occasion nous est donnée aujourd'hui de définir un cadre légal à cette liberté...

En admettant même que l'existence du « service public » justifie le monopole des radios nationales...

pluraliste et de satisfaire ces nouvelles aspirations. sans à installer des stations radios dans toutes les brigades de gendarmerie.

De même que les routes sont la propriété de la collectivité, on peut dire que les ondes sont la propriété de l'Etat...

Les tribunaux pourront alors sanctionner avec d'autant plus de fermeté les chauffards...

Il est facile d'imaginer un projet qui donnerait satisfaction à tous : des licences temporaires pour la présentation d'un projet avec un plan de programme...

Une véritable politique contractuelle devrait être mise en œuvre...

Ainsi, pourrions-nous obéir aux considérations de l'Etat sans abandonner l'une des plus importantes libertés de notre pays : la liberté de s'exprimer.

(*) Député V.D.P. d'Ille-et-Vilaine.

Des mots et des bombes

par MAURICE SÉVENO (*)

Comme ceux du tabac et de l'essence, le prix de la parole augmente...

Barre entend mettre au pas une petite classe hier encore turbulente. Et lui faire payer son impertinence.

C'est donc M. Giscard d'Estaing qui, après avoir démantelé et privatisé l'O.R.T.F., mettra un terme à cette fronde de la parole...

Au nom d'un monopole dévoyé, sous la prétexte de défendre un service public qui n'est plus de public que le nom, mais qui n'est en fait que le porte-voix du pouvoir...

Justement, elle est libre. Si la terreur consolida le pouvoir en agissant comme un révélateur des citoyens...

D'un auditeur aujourd'hui massifié et rendu passif par les grands médias, les radios du quartier, du village, de villages nouvelles...

Il est certain qu'il faut beaucoup de courage politique de la part des élus, des responsables, pour accepter d'être interpellés, d'être au contact permanent sur les lieux mêmes de leur action avec des citoyens...

De serait certainement plus confortable pour le pouvoir, mais cela prendrait aussi la forme d'un véritable complot contre la démocratie.

XVIII^e ROSE D'OR DE MONTREUX

Est-ce là le fruit de la sélection d'une année ?

PAR où commencer ? Par la pluie, continue, qui s'ébattait sur le lac, sur la ville, et qui incitait à suivre jusqu'au bout...

L.T.V. avait remporté, l'an dernier, la Rose d'Or de Montreux avec les « Muppets » et (ces adorables marionnettes que l'on voit ici l'après-midi, la chaîne concurrente d'Etat, qui l'a emporté...)

Pourquoi les émissions anglaises sont-elles les plus drôles, en dehors du fait que ce sont des Anglo-Saxons qui les font ?

(c'est un peu du sous-Riz dans les Nouveaux Montres) et, parfois, Numeu, y s'ombrage.

A l'inverse, la télévision hongroise, qui n'a pas la réputation d'être « libérale », a montré une émission excellente, libre de ton, d'un humour d'ailleurs très anglo-saxon.

claqueuses andalouses, quelques petites princesses techniques, ah, oui, pardon, un scénario, voilà le scénario. On a pensé les détails, la forme, avant la fond. Faut-il accuser, interchangeables. Qu'importe, c'est comme ça qu'on gagne !

des variétés), les émissions qui ont été montrées au Festival de Montreux ne sont pas honteuses, ce serait malhonnête de le laisser croire...

On ne devrait voir que l'anormal

Est-ce là la crème de la crème, le fruit de la sélection d'une année ? L'émission qui dépasse les centaines d'autres que produit chaque chaîne ?

l'émission hollandaise), fabuleuse illustration (la première faite à notre connaissance) d'un concert de jazz. Jaap Drupsteen, qui en est l'auteur, a en réalité joué du jazz en images.

Comme l'ITG de « Bright on the night » (L.T.V.), un travail enlevé, fait à partir de scènes de films, documents ratés que l'on ne voit jamais au cinéma, parce que la jeune première a éternué au moment de faire sa déclaration d'amour...

Le jury international a donné ses prix à la télévision américaine CBS (pour Shirley Maizline Special, un bon show), et à la télévision suisse SRG (pour That's T.V., d'un comique, sans démesure).



Le pape et ses saints

Par où commencer ? Par les meilleurs — si rares — ou par les médiocres, inévitables, mais qui représentent la réalité de Montreux et celle des variétés dans le monde ?

CATHERINE HUMBLLOT.

RADIO-TELEVISION

Un consternant « hommage à Rossellini »

PRÉSIDENT du jury du Festival de Cannes 1977, Roberto Rossellini est mort quelques jours après sa clôture. A propos de Cannes 1978, ce film, produit par l'UNESCO et la société Gamm...

QUELQUES JOURNÉES DANS LA VIE DE DEUX RÉDACTIONS

III. — Naissance et mort d'un sujet

Après avoir étudié la manière dont se fabriquent les journaux télévisés (le Monde daté 7-8 mai) et les conceptions de l'information qui commandent le travail des journalistes (le Monde daté 14-15 mai), Ana Baron et Isabelle Veyrat-Masson, étudiantes en doctorat de science politique, examinent, dans leur avant-dernier article, les divers mécanismes de capture et d'autocensure.

Jean-Pierre Elkabbach est conscient de l'aspect trop ponctuel du traitement de l'information à la télévision, il promet que « lorsque les journaux ne parleront plus de la marée noire, Antenne 2 continuera de donner des informations sur ce problème ». Bien entendu, l'importance accordée aux différents faits corriges le strict idéal d'actualité et hiérarchise le poids de chaque nouvelle.

Une liberté très réglementée

A la différence des stations locales de la B.B.C. qui apparaissent « avant tout comme des relais des ondes de la station mère, à Londres, les stations commerciales gardent une identité locale. Aussi bien pour les deux tiers les actions du réseau commercial sont détenues par des détaillants, des industriels, des journaux, des syndicats et organisations diverses de la région; environ 40 % des annonces publicitaires viennent des industries et des entreprises locales; la plus grande partie des programmes concernent la vie de la communauté.

Le moment du choix de l'information, le problème des relations de pouvoir entre la rédaction et la direction du journal télévisé se pose. Ce qu'on appelle trop rapidement censure et autocensure plane au-dessus de ces relations. Le journaliste détend avec une particulière susceptibilité son travail. Mais il lui faut bien admettre que le directeur de l'information a la responsabilité du « produit fini », et qu'en conséquence il doit détenir entièrement le pouvoir de décision.

Chaque après-midi, on visionne les sujets déjà prêts. Tout le monde est invité. Beaucoup donnent leur opinion. Un responsable est présent : « J'entends avoir le droit final de dire ce qui passe ou pas, ce qui est bon ou pas », affirme Jean-Pierre Elkabbach. Mais sur quelle base décide-t-il de la qualité d'un reportage? Les critères sont mal définis. Nous pouvons citer l'exemple d'un reportage sur une circonscription électorale. Le directeur de l'information le refuse : « Trop mauvais ». Le journaliste n'admet pas cette raison, et certains de ses camarades le soutiennent. On parle de censure. Pourtant d'autres journalistes « insoupçonnables » reconnaissent eux-mêmes que ce « sujet » est sans intérêt. Comment savoir? D'autres reportages considérés comme mal faits passent quand même. « Mal monté, pas clair, ennuyeux, pas naturel, vulgaire », ces motifs d'éviction peuvent en cacher d'autres mais il est difficile de repérer le part des fausses raisons et des vrais prétextes.

Écouter-voir

- PORTRAIT : ERNST JUNGER, UN VAILLEUR SOLITAIRE. — Lundi 22 mai, TF 1, 22 h. 5.
• DOSSIERS DE L'ECRAN : ZOLA ou LES DROITS DE

- L'HOMME. — Mardi 23 mai, A 2, 20 h. 35.
• THEATRE : LE ROI SE MEURT. — Vendredi 26 mai, TF 1, 21 h. 45.

- DU CRIME. — Samedi 27 mai, A 2, 20 h. 30.
• LES CINQ DERNIÈRES MINUTES : LES LOGES

Les films de la semaine

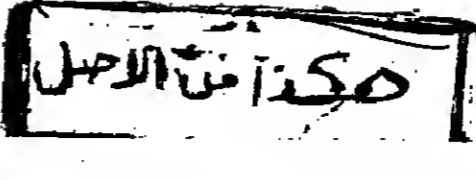
- LES ARNAUD, de Leo Joannon. — Dimanche 21 mai, TF 1, 20 h. 30.
• LE CLERAMBARD, d'Yves Robert. — Lundi 22 mai, TF 1, 20 h. 30.
• LE FOYER PERDU, de Jean Luchignea. — Mardi 23 mai, TF 1, 14 h. 30.

- LE SOLLEIL NOIR, de Denys de La Patellière. — Jeudi 25 mai, FR 3, 20 h. 30.
• L'ETOILE DU SUD, de Sidney Hayers. — Mardi 23 mai, FR 3, 20 h. 30.
• ASSASSINAT A SARAJEVO, de Vukobratovic. — Mercredi 24 mai, FR 3, 20 h. 30.

- LA MAISON DES DAMNES, de John Hough. — Lundi 29 mai, TF 1, 20 h. 30.
• PLUS FORT QUE LA LOI, de William D. Russell. — Dimanche 28 mai, TF 1, 20 h. 30.
• L'ENJEU, de Frank Capra. — Dimanche 28 mai, FR 3, 22 h. 30.

Vertical sidebar containing various advertisements and notices, including 'Samedi 20 mai', 'Dimanche 21 mai', 'Lundi 22 mai', 'Mardi 23 mai', 'Mercredi 24 mai', and 'CHAINED A 2'. It features a 'CALENDRIER' and 'IDEES CADEAU' section.

Handwritten text in Arabic script: 'مكتبة الأصيل'



TEMOIGNAGE

AUJOURD'HUI

Une nuit blanche au commissariat de police de Châlons-sur-Marne

Un de nos lecteurs, médecin, nous adresse le témoignage rédigé par sa fille, âgée de vingt-deux ans, injustement arrêtée et gardée à vue du 25 au 27 avril à Châlons-sur-Marne. Nous publions ce document sans rien y changer ni retrancher. Et sans commentaire: comme on dit, les lecteurs jugeront.

« A qui appartient la « Le Renault? » (C'est mon véhicule.) « Suivez-nous avec un commissariat, vous et votre concubine. Le concubine en question était un ami venu m'aider. Qui leur a dit qu'il était mon concubine? D'où tenaient-ils une telle information? »

Plus tard, un individu qui ne savait où dormir est venu au commissariat: on l'a logé dans l'endroit qui m'était destiné. (Pour lui la porte fut laissée ouverte, pour moi la porte aurait été fermée.)

LANGUE: est-ce que le grec moderne ressemble au grec ancien?

Le paradoxe de la langue grecque tient au fait qu'elle constitue en même temps un lien entre les Grecs de toutes les époques, d'Iliade à Sésaria, et un facteur de division.

Comment se fait-il dans ce que la langue grecque ait franchi allègrement tant d'obstacles? C'est d'abord, d'ailleurs plus surprenant que les Grecs ont subi bien des invasions, des Romains aux Ottomans, en passant par les Francs.

par le grec ancien. Ainsi, à partir de l'époque romaine, on a formé le mot isokratia (isokratia). Les ressources de la langue sont vite épuisées, et il faut recourir à des néologismes.

GÉNÉALOGIE: pourquoi les dépôts d'archives n'ouvrent-ils pas le dimanche?

JUSQU'À une époque récente, les généalogistes amateurs étaient peu nombreux, généralement retraités, randos ou membres de professions libérales, disposant donc d'horaires souples.

Elle concerne vingt-neuf dépôts: ceux de l'Aube, du Calvados, du Cantal, de la Charente, du Doubs, de la Drôme, de la Haute-Garonne, de l'Hérault, de l'Indre, du Jura, du Lot-et-Garonne, de la Loire-Atlantique, du Maine-et-Loire, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de l'Oise, du Pas-de-Calais, du Puy-de-Dôme, de Paris, de la Seine-Maritime, de la Seine-et-Marne, des Yvelines, des Deux-Sèvres, de la Vienne, de la Haute-Vienne, des Hautes-Pyrénées, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise (sauf le 1^{er} octobre 2000).

Commencée au temps de Byzance, la querelle sur la forme de la langue devait durer jusqu'à nos jours et s'installer au cœur du débat politique, la langue archaïsante étant défendue par les conservateurs, la langue parlée par les libéraux et les éléments progressistes.

PIERRE GALLERY.

LA SUCCESSION DE M. ROBERT FABRE

Le congrès du M.R.G. est appelé à choisir entre deux stratégies

Le Mouvement des radicaux de gauche s'est créé en 1972 pour rassembler ceux des radicaux qui étaient décidés à jouer le jeu de l'union de la gauche et qui refusaient la stratégie centriste de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Depuis, cette option n'a jamais été sérieusement remise en cause par M. Robert Fabre et ses amis même si, individuellement, certains radicaux de gauche comme MM. Callavaud, sénateur, ancien vice-président du mouvement, ou Brousse ont renoncé à cette démarche. L'échec de l'opposition lors des élections législatives conduit pour la première fois le M.R.G. à s'interroger sur son option d'origine. Il y a d'ailleurs été invité par son président puisque M. Robert Fabre ne cache pas qu'il ne croit plus à la perspective d'une union de la gauche victorieuse avant plusieurs années.

Les choix stratégiques différents effectués en 1972 par les radicaux avant ou par conséquent la scission de la formation « veltovienne ». En sera-t-il de même si les membres du M.R.G. se réunissent samedi 20 et dimanche 21 mai lors de leur congrès extraordinaire ? Les deux principaux candidats à la succession de M. Robert Fabre, président démissionnaire, MM. Michel Crépeau, député, maire de La Rochelle, et Jacques Marsolet, maire de Lumeau, ont conscience que leur formation est trop faible pour s'offrir la luxe d'une telle rupture. Ils sont donc tentés d'accorder pour tout faire d'éviter une telle issue. Chaque camp se déclare disposé à accepter la victoire de l'autre à condition que la motion finale trouve des formulations de compromis.

En revanche, un retour surprise de M. Robert Fabre, à l'occasion du congrès, destiné à éviter une scission du mouvement paraît totalement exclu. Déjà M. Crépeau a indiqué qu'il méprisait, quoi qu'il arrive, la candidature à la présidence du mouvement et le député de l'Avignon ne pourrait envisager de renoncer à sa démission que si son parti était unanime à souhaiter

son maintien. Depuis le scrutin législatif, le maire de La Rochelle s'est constamment appliqué à faire en sorte que les positions des uns et des autres restent tranchées, car il tient à ce que le débat de fond sur la stratégie du mouvement ne soit pas escamoté. Cette attitude, peu conforme aux habitudes du radicalisme, peut-être handicapée par M. Crépeau ? Sa fidélité à l'alliance avec le parti socialiste lui est surtout reprochée par M. Marsolet et ses partisans. C'est sur ce point que va en réalité se jouer le congrès. Deux mesures précises pourront servir de test : d'une part la présence des députés M.R.G. au sein du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, d'autre part l'attitude des radicaux de gauche lors des élections au Parlement européen, puis à la présidence de la République.

Les échéances de 1979 et de 1981

M. Marsolet, qui a centré sa candidature sur le thème de l'autonomie du mouvement, veut obtenir que les députés M.R.G. se séparent de leurs collègues socialistes afin de ne pas être contraints à la discipline de vote avec le P.S. Cette revendication contribue à expliquer pourquoi tous les députés du mouvement — à l'exception de M. Robert Fabre — soutiennent M. Crépeau. Ils savent qu'ils ont été élus grâce à des accords privilégiés avec le P.S. et connaissent les inconvénients pratiques d'un statut de non-inscrits à l'Assemblée nationale (1). Les partisans du maire de Lumeau peuvent, dès lors, leur reprocher de faire passer leurs intérêts d'élus avant ceux du mouvement. M. Marsolet s'efforce, en outre, de conseiller à son profit le rassemblement profond qui existe au sein du M.R.G. contre le P.S. Les radicaux de gauche, qui ont dû s'effacer au profit de socialistes ou qui ont été devancés lors de « primaires », constituent une importante masse de manœuvre.

En revanche, les élections européennes de 1979 et présidentielles de 1981 offrent un terrain moins favorable à M. Marsolet. Il est, certes, naturel que les radicaux de gauche souhaitent profiter d'un scrutin à la proportionnelle pour affiner leur autonomie et mesurer leur influence. Mais ils prennent alors le risque, compte tenu de leur influence électorale actuelle, de ne pas atteindre la barre des 5 % nécessaire pour obtenir des élus. M. Maurice Faure, qui tient absolument à éliger au sein de l'Assemblée de Strasbourg, est d'ailleurs hostile à une telle stratégie. Les radicaux de gauche pourraient administrer, avec ce projet, la preuve que le courant radical n'a plus d'existence réelle dans le pays. Nul ne peut, en effet,

apprécier de manière précise l'influence du radicalisme puisque, depuis la libération, il a toujours participé aux scrutins nationaux en alliance, dès le premier tour, avec d'autres formations politiques. Il est donc plus que probable que, dans la perspective des élections européennes, si le M.R.G. choisit de constituer sa propre liste, il sera amené à l'élargir. Dès lors surgit, une fois de plus, le projet d'une réunification des radicaux, voire d'un accord avec le Mouvement des démocrates de M. Michel Jobert, ancien ministre des affaires étrangères. L'autonomie par rapport au P.S. conduirait sans doute, inévitablement, les radicaux de gauche vers une position centriste. Or, indépendamment de la sincérité réelle ou non des partisans de ce changement de stratégie, les mécanismes institutionnels ont toujours conduit, depuis le début de la V^e République, les forces politiques qui occupent cette situation à s'intégrer dans la majorité présidentielle.

Pour arbitrer entre MM. Crépeau et Marsolet, entre le maintien de la stratégie d'union de la gauche et l'évolution vers un centrisme d'opposition, le M.R.G. a donc convoqué un congrès extraordinaire. Le flux qui entoure la désignation des députés rend tout pronostic impossible. Chaque candidat peut compter, au départ, sur environ un tiers des mandats. La candidature de M. Jacques Lévy, conseiller général de la Haute-Garonne, contribue à compliquer un peu le jeu et doit priver, au moins au premier tour de scrutin, M. Crépeau de quelques suffrages. La démarche de M. Lévy est, pour une large part, dictée par des considérations propres au sud-ouest et visent essentiellement M. Jean-Michel Baylet, député de Tarn-et-Garonne et fils de la directrice de la Dépêche de Midi. Or M. Baylet s'est rangé derrière le maire de La Rochelle. M. Crépeau peut aussi compter sur toute la tradition symbolisée par des hommes comme MM. René Billère et Maurice Faure, anciens présidents du parti radical.

A l'inverse, M. Marsolet bénéficie du soutien actif de l'appareil administratif et politique du M.R.G., puisqu'il est appuyé aussi bien par M. Fabre que par M. Manuel Diaz. Ce dernier appuie quel que soit le résultat le maire de La Rochelle, mais il est surtout pris par la France en faveur de ses ressortissants illégalement détenus à l'étranger. M. OLIVIER STIRN, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, les rapporte direct à votre gouvernement. C'est le cas lorsque les délégués sans jugement sont poursuivis au-delà de ce qui est admissible. Ainsi en est-il pour l'un de nos ressortis-

TIERRY PFISTER
(1) Les députés M.R.G. ne peuvent en effet constituer une majorité autonome. Le minimum requis est de trente membres.

Recevant les nouveaux élus gaullistes

M. GISCARD D'ESTAING ASSURE QU'IL NE CHERCHE PAS A « RÉÉQUILIBRER » LA MAJORITÉ AU DÉTRIMENT DU R.P.R.

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu à déjeuner, vendredi 19 mai, au palais de l'Élysée, les nouveaux députés du groupe R.P.R. élus pour la première fois à l'Assemblée nationale en mars dernier. Après avoir fait le point sur la situation au Palais, le chef de l'Etat a notamment expliqué à ses convives qu'il n'avait jamais été dans ses intentions de « rééquilibrer » la majorité au détriment de la formation gaulliste, mais qu'il s'agissait d'élargir vers « les modérés » favorable à sa politique.

M. Alain Devaquet, député de Paris, secrétaire général du R.P.R., a indiqué que les nouveaux élus de son groupe avaient fait part au chef de l'Etat de leur inquiétude sur l'aggravation du chômage et souligné la nécessité de pratiquer dans le domaine économique une politique de relance de l'activité. Ils ont souligné que les problèmes de l'emploi faisaient l'objet d'un débat au Parlement.

Plusieurs autres députés ont noté une grande concordance de vues entre leurs préoccupations et celles du président de la République. M. Valéry Giscard d'Estaing a également conseillé aux députés de s'exprimer dans leur circonscription afin de conserver un étroit contact avec la population.

Trente Français détenus à l'étranger pour des motifs politiques

Le Sénat a examiné vendredi matin 19 mai plusieurs questions orales sans débat. Répondant à M. Jacques Mossier (Union centriste, Somme) qui lui a demandé si les mesures prises par la France en faveur de ses ressortissants illégalement détenus à l'étranger, M. OLIVIER STIRN, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, les rapporte direct à votre gouvernement. C'est le cas lorsque les délégués sans jugement sont poursuivis au-delà de ce qui est admissible. Ainsi en est-il pour l'un de nos ressortis-

La convention nationale du P.R.

Le débat majeur se déroulera entre les socialistes et nous, déclare M. Soisson

De notre envoyé spécial
Carpentras. — Le bureau politique du parti républicain a réuni samedi 20 mai à Carpentras, ville dont le maire est M. Maurice Charrier, député U.D.F.-P.R. du Vaucluse. Cette séance était élargie aux parlementaires et aux secrétaires fédéraux de la formation.

Les dirigeants giscardiens se sont ensuite rendus à Fréjus, où a commencé en début d'après-midi la convention nationale proprement dite. M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, qui n'a pas auparavant eu l'occasion de rencontrer le secrétaire général à la naissance du parti républicain, a ouvert la séance.

M. Soisson a d'abord rappelé les difficiles circonstances dans lesquelles cette naissance avait eu lieu. « Qui d'entre vous, a-t-il dit, a oublié l'angoisse qui nous étreignait alors qu'il s'agissait de créer un nouveau parti, qui d'entre vous a oublié le bruit de la tempête qui s'était levée, éportant notre chapiteau et, pour certains, nos espoirs ? »

M. Soisson a ensuite souligné que le P.R. est désormais « un nom (...), une administration (...), une force militante (...) et des idées ». Il a ensuite rappelé : « La moyenne d'âge des députés républicains est de quarante-quatre ans, alors que celle de l'Assemblée nationale est de cinquante et un ans. Sur soixante-deux députés, nous avons trente-trois nouveaux élus. »

L'ancien secrétaire général du P.R. a encore déclaré : « Avec l'Union pour la démocratie française, les élections législatives de 1978 se sont jouées et se sont gagnées au centre. En définitive, le mouvement qui a conduit à la naissance de l'Union pour la démocratie française a été la seule modification significative du paysage politique de l'histoire de plusieurs mois de campagne. Modification limitée en apparence, mais prodigieuse en réalité, car elle est la confirmation de toutes nos idées, de toutes nos analyses. (...) Le véritable problème politique des dix prochaines années est de déterminer quelle formation traduira les aspirations de ce « groupe central » qui déterminera désormais l'avenir de notre société (...). Le débat majeur de ces prochaines années se jouera entre les socialistes et nous. Entre un « S » profondément divisé par les affrontements idéologiques et les querelles de personnes, mais toujours dangereux, et la jeune U.D.F. pleine d'espérance mais encore si fragile. »

La convention nationale a ensuite procédé à l'élection du secrétaire général, poste auquel M. Jacques Blanc, désigné en avril dernier par le bureau politique, était candidat. Son élection était acquise.

Les délégués se sont réunis en commission pour étudier notamment les rapports entre l'U.D.F. et le P.R.

M. Raymond Barre était attendu dimanche matin à Fréjus. Un immense gâteau d'anniversaire de plus d'un mètre de circonférence avait été confectionné à cette occasion. — N.-J. B.

QUESTIONS ORALES AU SÉNAT

Des sondages ou simulations ont été faits mais ils n'ont pas été publiés, même dans la presse étrangère. On avait craint aussi la multiplication des recours devant la commission des sondages. Or il n'y en a eu que cinq, dont deux seulement ont été déclarés recevables et ont provoqué des observations. Quant aux écarts observés entre les pronostics et les résultats, il est bien connu qu'un décalage existe toujours entre les intentions de vote et les votes effectifs. Ce décalage a été particulièrement marqué cette fois, comme en 1970 en Grande-Bretagne, parce que le public a senti l'importance de l'enjeu.

La réglementation des sondages

M. EDOUARD BONNEFOUS (gauche dém.) demandait au premier ministre de lui faire connaître « les mesures qui s'imposent pour compléter la réglementation actuelle sur les instituts de sondage ». M. ALAIN PEYREFFITE, garde des sceaux, a répondu au président de la commission des finances en dressant un bilan. « Écroulé », a-t-il déclaré, avait cru que l'interdiction de publication dans la semaine précédant les scrutins ne soit tournée. Il n'en a rien été.

Pour M. BONNEFOUS, « la publication régulière des sondages, comme la coté de la Bourse, par exemple, serait scientifiquement intéressante. En revanche, dit-il, la publication épisodique amplifiée par les médias a un effet de pression politique. »

La campagne pour les élections européennes de 1979

M. Debré tente de regrouper les personnalités non communistes qui se défient de la C.E.E.

MONTPELLIER. — Plus d'un an avant les élections européennes qui auront lieu au mois de juin 1979, M. Michel Debré a entamé une campagne d'explication sous le sigle du Comité pour l'indépendance et l'unité de la France. Créé en juin 1977, ce comité, dont l'ancien premier ministre est le président, comprend en majorité des personnalités gaullistes telles que MM. Jean Foyer, Georges Gorse et Maurice Druon, députés R.P.R.; MM. Etienne Surin des Roziers et Bernard Tricot, anciens secrétaires généraux de l'Élysée, et M. Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire général de l'U.D.R. Mais il compte aussi parmi ses membres M. Pierre Dabiez, conseiller de Paris et vice-président de la Fédération des républicains de progrès, et M. Georges Montaron, directeur de « L'Écrivain chrétien ». L'écrivain René-Victor

Filhes, membre de la minorité du P.S. et délégué à l'information de la fédération socialiste de Paris, qui avait pris la parole au cours d'un colloque organisé par le comité à Versailles, en novembre 1977, est également intervenu, vendredi 16 mai, au cours de la réunion publique qui a rassemblé mille deux cents personnes environ dans la salle des fêtes de la mairie de Montpellier.

Devant un auditoire qui ne lui a pas ménagé ses applaudissements, M. Debré a demandé l'accord de 1978 sur l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel soit revu. La durée des sessions de cette Assemblée doit être réduite, son ordre du jour doit être fixé par les

gouvernements et elle ne doit pas avoir le pouvoir de mettre en cause la Commission européenne ; le député de la Réunion estime que ces « précautions », qui avait déjà réclamées en vain lors du débat de juin 1977, à l'Assemblée nationale, sont indispensables pour éviter que les élus européens n'empêchent sur la souveraineté des Etats.

La démarche de M. Debré dont le secrétaire général du R.P.R., M. Alain Devaquet, avait pris soin de préciser jeudi qu'elle n'engageait pas le mouvement gaulliste, paraît destinée à peser sur les décisions de celui-ci. Les thèses de l'ancien premier ministre rencontrent plus d'adhésion parmi les militants qu'après des diri-

gents et des parlementaires du R.P.R. A l'hypothèse — peu vraisemblable à vrai dire — d'une liste qui regrouperait toutes les formations de la majorité pour les élections de juin 1979, M. Debré oppose celle d'un rassemblement de personnalités représentant un courant d'opinion plus large que le R.P.R. et intrinsèquement sur les principes d'unité et d'indépendance nationale. La présence au meeting de Montpellier de MM. Vincent Badie, ancien ministre radical, Debazies et Pilhes, qui a adressé une sévère mise en garde à la majorité du P.S., ne permet pas encore de pronostiquer sur la perspective de réunir les « jacobins » non communistes face aux « girondins » européens et régionalistes de l'U.D.F., d'une part, et du P.S., d'autre part.

PATRICK JARREAU.

traille qui sont parfois portées contre lui en rappelant les initiatives qu'il avait prises en faveur de la construction européenne et du développement économique des régions. Sur le premier point, il rappelle les obstacles auxquels il s'est heurté : « Je voudrais établir, dit-il, un statut de société européenne inspiré du statut élémentaire de l'indépendance de nos nations. Certains de nos voisins n'ont cessé de préférer en matière industrielle, aéronautique, chimique, électronique, les rapports directs avec les Etats-Unis, à l'égard des Etats-Unis, à l'effort commun d'indépendance que nous leur proposons. »

« Un piège dangereux »
Des buses soignant le discours de l'écrivain socialiste, M. Sanguinetti reprend le micro et lance : « Si vous pouvez être un rassemblement, apprenez à accepter ce qui vient d'ailleurs ! »

Après avoir lu un message de Mme. Geneviève de Gaulle, M. Michel Debré prend la parole. Il se défend d'abord des accusations de chauvinisme et de cen-

traille qui sont parfois portées contre lui en rappelant les initiatives qu'il avait prises en faveur de la construction européenne et du développement économique des régions. Sur le premier point, il rappelle les obstacles auxquels il s'est heurté : « Je voudrais établir, dit-il, un statut de société européenne inspiré du statut élémentaire de l'indépendance de nos nations. Certains de nos voisins n'ont cessé de préférer en matière industrielle, aéronautique, chimique, électronique, les rapports directs avec les Etats-Unis, à l'égard des Etats-Unis, à l'effort commun d'indépendance que nous leur proposons. »

« Un piège dangereux »
Des buses soignant le discours de l'écrivain socialiste, M. Sanguinetti reprend le micro et lance : « Si vous pouvez être un rassemblement, apprenez à accepter ce qui vient d'ailleurs ! »

Après avoir lu un message de Mme. Geneviève de Gaulle, M. Michel Debré prend la parole. Il se défend d'abord des accusations de chauvinisme et de cen-

Monde
Argentine et...
archevêché de Paris

Paris des consi...
et rabbins européens

ÉDUCATION

Assure les présidents...
sur les transferts de postes

Après le suicide...
d'une institutrice
GRÈVE DES ENSEIGNANTS
LARGEMENT SUIVIE
EN CHARENTE

Enfin...
de l'Assemblée...
de la C.E.E.

كندا في الأصل

صحة الإنسان

Le Monde

Société

RELIGION

Repression en Argentine et cérémonies religieuses Une polémique oppose des mouvements chrétiens et l'archevêché de Paris

Une polémique oppose un certain nombre de mouvements chrétiens et l'archevêché de Paris à propos d'un service religieux à l'intention des victimes de la répression en Argentine. Une cérémonie euclymienne primitivement prévue en l'église Saint-Germain-des-Près...

Réunion à Paris des consistoires et rabbins européens

Les représentants des consistoires et synagogues de Grande-Bretagne, de Belgique, des Pays-Bas et de France se sont réunis à Paris les 15, 16 et 17 mai et ont décidé, sur initiative du Consistoire central de France...

ÉDUCATION

Mme Saunier-Seïté rassure les présidents d'université sur les transferts de postes

Mme Alice Saunier Seïté, ministre des universités, s'est efforcée de rassurer les présidents d'université au cours de leur conférence réunie le jeudi 18 mai. Plusieurs d'entre eux, en effet, avaient manifesté leur inquiétude à la suite du vote d'un amendement à l'Assemblée nationale...

Après le suicide d'une institutrice GRÈVE DES ENSEIGNANTS LARGEMENT SUIVIE EN CHARENTE

La quasi-totalité des enseignants du collège et du lycée de Barbezieux (Charente) ont observé jeudi 18 mai une grève de vingt-quatre heures. Le mouvement avait été décidé à la mémoire de Françoise Bortolais, une institutrice de vingt-trois ans qui s'est suicidée après la réprimande d'un inspecteur (Le Monde daté 14-15 mai). Un arrêt de travail d'une heure a également été observé dans les écoles primaires et secondaires de l'ensemble du département.

JUSTICE

A L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DE LA COUR DE CASSATION Le licenciement d'une institutrice par un établissement catholique

L'Assemblée plénière de la Cour de cassation s'est réunie, le 19 mai, sous la présidence de M. Pierre Sallat, premier président, pour trancher le problème que pose aux juristes, depuis 1970, le cas de Mme Claude Roy, institutrice ayant enseigné à partir de 1950, à Grasse, au cours de sa carrière, dans un établissement catholique lié à l'État par un « contrat simple »...

LA MANIPULATION DU FLUOR DANS UN LABORATOIRE D'ANALYSES

Les docteurs Jacqueline Masias et Christiane Prévost ont été chacune condamnées pour homicide involontaire à 10 ans de prison ferme et 100 000 francs d'amende par la chambre criminelle de la Cour de cassation...

La liberté de conscience.

Si l'Assemblée plénière a été saisi de l'affaire, c'est que la Cour de cassation n'est pas inégalement devant la thèse de la chambre mixte de la Cour suprême, qui, dans un arrêt du 17 octobre 1975...

A MARSEILLE

Le rapport d'expertise accable les dix-huit médecins inculpés dans l'affaire des jeunes transsexuels prostitués

Marseille. — Le dossier d'expertise concernant l'affaire des inculpés par des médecins masculinisants d'hormones féminisantes destinées à favoriser la transsexualisation de jeunes gens prostitués, dont certains étaient mineurs (Le Monde du 29 février-1er mars 1978) vient d'être remis au juge d'instruction chargé de l'affaire, Mlle Ertaud...

La commission européenne des droits de l'homme de Strasbourg vient de décider, à l'issue d'une audience contradictoire à huis clos, que la requête introduite par Daniel Van der Vliet...

SPORTS

La journée de la bicyclette Le ministre donnera l'exemple

Il fut un temps où la bicyclette avait une certaine réputation. On lui reprochait tout à la fois d'être anarchique, de fatiguer le cœur et de faire les dos ronds. Ces idées fausses n'ont plus cours. Les médecins ont réhabilité le vélo et donc le cyclotourisme.

AVANT LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL Morosité et doute chez les vingt-deux sélectionnés français

Lille. — L'équipe de France de football a terminé son stage de préparation à la Coupe du monde de par une laborieuse victoire contre les Tunisiens, le 18 mai à Lille, grâce à deux buts, l'un de Michel Platini (72e minute), l'autre de Christian Dalger (75e minute).

convention nationale du P.C. ébat majeur se déroulera le socialistes et nous, déclare M. Saunier-Seïté

ORALES AU SÉNAT

se défient de la C.E.I.

SPECTACLES

RENCONTRE POUR RIRE 70 dessinateurs d'humour... RUFUS - VILLERET DUPECNOT CENTRE AMERICAIN « NONSTOP »

Théâtres

Les salles subventionnées Salla Favart: spectacle de l'école de danse de l'Opéra de Paris (sam., 19 h. 30).

Les salles municipales Noyveau Carré: Libra parcours (sam., 20 h. 30); Fidelity (sam., 20 h. 30); les Soliloques du pauvre (sam., 20 h. 30).

Les autres salles Aire Libre: Venez nombreux (sam., 20 h. 15); les Amours de Jacques le Fataliste (sam., 19 h. 30); d'Amour et de l'Épave (sam., 20 h. 30).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 721.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 20 - Dimanche 21 mai

Créteil, Maison A.-Maireux: le Misanthrope (sam., 20 h. 30); Les Égyptiens (dim., 21 h. 30); Théâtre de la Ville: Pline le Jeune (sam., 20 h. 30); Théâtre de la Ville: Pline le Jeune (dim., 21 h. 30).

Les comédies musicales Châtelet: Volga (sam., 14 h. 30 et 20 h. 30; dim., 14 h. 30).

Les concerts Concergerie: G. Bayeux, clavier, et G. Bazzini, violon baroque (sam., 20 h. 30).

La danse Théâtre de la Plaine: Compagnie de danse contemporaine Nature (sam., 20 h. 30); Compagnie de danse contemporaine Nature (dim., 21 h. 30).

cinémas Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinématèque Chaillet, samedi: 15 h. Nourit de J. Vico; 18 h. Procès de G. Wollas; 20 h. 30 et 22 h. 30.

Les exclusivités ADIEU A ELVIS (A. v.o.): Vidéo-cinéma (sam., 20 h. 30); ADIEU, JE RESTE (A. v.o.): Saint-Germain Village (sam., 20 h. 30).

Les exclusivités ANTOINE ET LA FEMME (Can.): Annie Hall (A. v.o.): Annie Hall (A. v.o.): Annie Hall (A. v.o.).

Les exclusivités ANTOINE ET LA FEMME (Can.): Annie Hall (A. v.o.): Annie Hall (A. v.o.): Annie Hall (A. v.o.).

Les exclusivités ANTOINE ET LA FEMME (Can.): Annie Hall (A. v.o.): Annie Hall (A. v.o.): Annie Hall (A. v.o.).

Les exclusivités ANTOINE ET LA FEMME (Can.): Annie Hall (A. v.o.): Annie Hall (A. v.o.): Annie Hall (A. v.o.).

Les exclusivités ANTOINE ET LA FEMME (Can.): Annie Hall (A. v.o.): Annie Hall (A. v.o.): Annie Hall (A. v.o.).

Les exclusivités ANTOINE ET LA FEMME (Can.): Annie Hall (A. v.o.): Annie Hall (A. v.o.): Annie Hall (A. v.o.).

Les exclusivités ANTOINE ET LA FEMME (Can.): Annie Hall (A. v.o.): Annie Hall (A. v.o.): Annie Hall (A. v.o.).

Les exclusivités ANTOINE ET LA FEMME (Can.): Annie Hall (A. v.o.): Annie Hall (A. v.o.): Annie Hall (A. v.o.).

DROLES DE MANIÈRES (A. v.o.): Paramount-Bayona, 8 (339-49-34); V.F. Capri, 2 (338-11-89); Paramount-Opéra, 8 (1078-34-37); Paramount-Gaumont, 12 (330-15-35); Paramount-Montparnasse, 14 (339-22-27); Concorde Saint-Charles, 19 (379-33-00); Paramount-Maillet, 17 (739-24-93).

Les films nouveaux SOLEIL DES ÉVÉNEMENTS, film tunisien de Ridha Behi (v.o.): Palais des Arts, 2 (727-60-83); Razine, 8 (333-63-71).

LES ÉDASSÉS AU PÉNITENTIER, film français de Michel Verrier: Rex, 2 (236-83-83); U.G.C. - Gare de Lyon, 12 (343-81-50); U.G.C. - Gobelins, 12 (331-05-10); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43).

LES ÉDASSÉS AU PÉNITENTIER, film français de Michel Verrier: Rex, 2 (236-83-83); U.G.C. - Gare de Lyon, 12 (343-81-50); U.G.C. - Gobelins, 12 (331-05-10); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43).

LES ÉDASSÉS AU PÉNITENTIER, film français de Michel Verrier: Rex, 2 (236-83-83); U.G.C. - Gare de Lyon, 12 (343-81-50); U.G.C. - Gobelins, 12 (331-05-10); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43).

LES ÉDASSÉS AU PÉNITENTIER, film français de Michel Verrier: Rex, 2 (236-83-83); U.G.C. - Gare de Lyon, 12 (343-81-50); U.G.C. - Gobelins, 12 (331-05-10); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43).

LES ÉDASSÉS AU PÉNITENTIER, film français de Michel Verrier: Rex, 2 (236-83-83); U.G.C. - Gare de Lyon, 12 (343-81-50); U.G.C. - Gobelins, 12 (331-05-10); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43).

LES ÉDASSÉS AU PÉNITENTIER, film français de Michel Verrier: Rex, 2 (236-83-83); U.G.C. - Gare de Lyon, 12 (343-81-50); U.G.C. - Gobelins, 12 (331-05-10); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43).

LES ÉDASSÉS AU PÉNITENTIER, film français de Michel Verrier: Rex, 2 (236-83-83); U.G.C. - Gare de Lyon, 12 (343-81-50); U.G.C. - Gobelins, 12 (331-05-10); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43).

LES ÉDASSÉS AU PÉNITENTIER, film français de Michel Verrier: Rex, 2 (236-83-83); U.G.C. - Gare de Lyon, 12 (343-81-50); U.G.C. - Gobelins, 12 (331-05-10); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43).

LES ÉDASSÉS AU PÉNITENTIER, film français de Michel Verrier: Rex, 2 (236-83-83); U.G.C. - Gare de Lyon, 12 (343-81-50); U.G.C. - Gobelins, 12 (331-05-10); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43).

LES ÉDASSÉS AU PÉNITENTIER, film français de Michel Verrier: Rex, 2 (236-83-83); U.G.C. - Gare de Lyon, 12 (343-81-50); U.G.C. - Gobelins, 12 (331-05-10); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43).

LES ÉDASSÉS AU PÉNITENTIER, film français de Michel Verrier: Rex, 2 (236-83-83); U.G.C. - Gare de Lyon, 12 (343-81-50); U.G.C. - Gobelins, 12 (331-05-10); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43).

LES ÉDASSÉS AU PÉNITENTIER, film français de Michel Verrier: Rex, 2 (236-83-83); U.G.C. - Gare de Lyon, 12 (343-81-50); U.G.C. - Gobelins, 12 (331-05-10); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43).

LES ÉDASSÉS AU PÉNITENTIER, film français de Michel Verrier: Rex, 2 (236-83-83); U.G.C. - Gare de Lyon, 12 (343-81-50); U.G.C. - Gobelins, 12 (331-05-10); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43).

LES ÉDASSÉS AU PÉNITENTIER, film français de Michel Verrier: Rex, 2 (236-83-83); U.G.C. - Gare de Lyon, 12 (343-81-50); U.G.C. - Gobelins, 12 (331-05-10); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43); Concorde - Saint-Charles, 19 (379-33-00); Miramar, 14 (339-83-43).

L'EAU CHAUDE, L'EAU FRETTE (Can.): La Cité, 8 (337-90-90); Palais des Arts, 2 (727-60-83); ÉMÉRILLES 2 (Fr.): Capit, 2 (338-11-89); Paramount-Montparnasse, 14 (339-22-27); DRENGE (Grec. v.o.): Cinéoch Saint-Germain, 8 (333-10-83); L'ÉTAT SAUVAGE (Fr.): Omnia, 2 (333-93-36); Panthéon, 5 (333-15-04); Saint-Germain Studio, 8 (333-63-71); Colisée, 8 (330-29-84); Saint-Lazare, 8 (337-90-90); Athènes, 12 (343-81-50); Favart, 12 (331-05-10); Gaumont-Sud, 14 (331-05-10); Montparnasse - Pathé, 14 (336-85-15); Wexler, 19 (337-90-90); Gaumont-Cambetta, 20 (377-02-91).

LA FIEVRE DU SAMEDI SOIR (A. v.o.): Saint-Michel, 5 (333-93-17); U.G.C. - Odéon, 8 (333-71-03); Normandie, 8 (339-41-18); V.F. - Rex, 2 (236-83-83); Heider, 8 (331-05-10); U.G.C. - Odéon, 8 (333-71-03); Secrétaire, 19 (336-71-23); LA FRANCE DE GISCARD (Fr.): Cinéma-Victoria, 10 (308-94-14); É. 20.

LE GRAND SOMMEIL (A. v.o.): Saint-Germain Studio, 8 (333-63-71); J.C.C. - Odéon, 8 (333-71-03); V.F. - Richelieu, 2 (333-65-70); U.G.C. - Opéra, 8 (331-05-10); Paris-Volta, 10 (331-05-10); Montparnasse - Pathé, 14 (336-85-15); Clichy-Pathé, 18 (332-37-41); Gaumont-Cambetta, 20 (377-02-91).

LA GUERRE DES ÉTOILES (A. v.o.): Marbeuf, 8 (225-47-19); Hausmann, 8 (770-47-55).

LE MERCREDI 7 JUIN, A 20 H. PRÉCISÉS AU THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA GRAND GALA DU 30^{ème} ANNIVERSAIRE DE L'ÉTAT UTIARU sous la présidence d'honneur de M. Alain FOHER Président du Sénat en présence de M. Mordechai GAZIT Ambassadeur d'Israël en France

LES BALLETS DU THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA - Récital IVRY GITLIS

WIZO - 24, rue du Mont-Thabor, 75001 PARIS - Tél. : 260-38-18.

Après l'immense succès reprise exceptionnelle du 16 mai au 18 juin Palais des Congrès porte Maillot. RTL présente en accord avec OPERA la production de Sherwin M. Goldman et du Houston Grand Opera. Porgy and Bess opéra en 2 actes de George Gershwin. Livret DuBose Heyward - Paroles DuBose Heyward et Ira Gershwin. Mise en scène Jack O'Brien - Direction musicale John DeMain. VOUS POUVEZ AUSSI LOUER PAR CORRESPONDANCE

Spécial pour AMNESTY INTERNATIONAL Samedi 20 mai - 17 h à 22 h Jazz - Film - débat, Mino, Café-théâtre Arts et Métiers, 6 bis, av. Léna Paris (13^e) - PAF : 30 F Renseignements : 232-12-44

LE RACINE - PALAIS DES ARTS Film de SOLEIL Ridha Behi DES ÉVÉNEMENTS

GÉRARD DEPARDIEU + MARCELLO MASROIANNI + MARCO FERRERI = REVE DE SINGE

سكوتيا

Le Monde

économie

SOCIAL

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Mitterrand à M. Boulin : vous êtes pour une petite croissance et de petits salaires

A l'occasion d'une question orale avec débat, posée vendredi 19 mai à l'Assemblée nationale, M. MITTERRAND s'est interrogé sur les raisons pour lesquelles le gouvernement avait limité l'augmentation du pouvoir d'achat du salaire minimum (Le Monde du 20 mai).

Le SMIC contesté

Prénant ensuite la parole M. MADELIN (U.D.F. Ile-et-Vilaine) a estimé que le SMIC n'était ni le meilleur baromètre du progrès social ni le meilleur instrument.

MONNAIES

Le Fonds monétaire international a décidé de réserver aux pays en voie de développement une partie de son crédit sur le marché chaque mois.

Des négociations vont s'ouvrir sur les bas salaires dans six branches d'industrie

Des négociations sur la revalorisation des salaires des travailleurs manuels vont s'ouvrir dans six branches d'industrie au cours des prochains jours.

TROIS CONFLITS Occupation d'une usine en Haute-Garonne

Toulouse. — Soixante-dix des trois cent seize ouvriers et employés de l'usine anonyme de Colomiers (Haute-Garonne), occupent les locaux de leur établissement depuis jeudi 18 mai.

Évacuation de Benoto de Béthune

Les ouvriers de l'usine Benoto, de Béthune, qui occupent leur établissement depuis un an, ont cessé leur action vendredi 19 mai.

LA MAJORITÉ DES MÉNAGES ENDETÉS ONT UN REVENU SUPÉRIEUR À 5 000 FRANCS PAR MOIS

Un sou n'est plus un sou, et le bas de laine n'est plus ce qu'il était. L'épargne accumulée au jour le jour dans l'espoir de finir non-paiement. Les ménages français ont de plus en plus recours au crédit.

LA FORTUNE DES SYNDICATS OUEST-ALLEMANDS ENVIRON 4,4 MILLIARDS DE FRANCS

La fortune de la Confédération syndicale de l'Allemagne (D.G.B.) est évaluée à environ 2 milliards de deutschmarks, soit 4,4 milliards de francs.

AFFAIRES LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES RESTENT NOMBREUSES

Le nombre des entreprises défaillantes (réglements judiciaires, liquidations de biens, faillites) s'est maintenu à un niveau élevé en avril.

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

L'inflation se situe à son plus bas niveau depuis cinq ans

Londres. — Le taux annuel d'inflation a baissé de 1,2 % entre mars et avril revenant à 7,3 %, ce qui constitue son plus bas niveau depuis janvier 1975.

REPUBLICQUE SUD-AFRICAINE

La balance commerciale sud-africaine a été excédentaire de 172,1 millions de rands (929,3 millions de francs) en 1978.

AGRICULTURE

RÉSERVES DE LA F.N.S.E.A. SUR LES DÉCISIONS DE BRUXELLES

« Les décisions de Bruxelles [sur le marché agricole européen] sont loin d'apporter une solution à tous les problèmes des agriculteurs français ; d'autres mesures sont encore nécessaires ».

Le Monde

Service des Abonnements 5, rue des Halles 75217 PARIS CEDEX 03 C.C.P. 627-23

vente directe aux particuliers nous n'avons pas de stand à la Foire de Paris mais à cette occasion nous concédons 20% de remise de caisse de remise en avril au 27 mai sur tous nos tapis d'orient

Atighetchi tapis d'orient nous avons main, pièces rares et anciennes, du plus simple au plus somptueux aux entrepôts Atighetchi

PROGRÈS DE LA C.G.T. A RENAULT-FLINS Aux élections des délégués du personnel de l'usine Renault-Flins, la C.G.T. a obtenu son influence (+ 4 points) au détriment de la C.F.D.T.

Le Monde Service des Abonnements 5, rue des Halles 75217 PARIS CEDEX 03 C.C.P. 627-23

FINANCIERE
CHÉ DES CHANGES
sur le dollar

LA REVUE DES VALEURS

Valeurs à revenu fixe

Table listing interest-bearing securities and their performance, including columns for date, instrument, and value.

Banques, assurances, sociétés

Table listing various bank, insurance, and company shares with their respective prices and dividends.

Investissement

Table listing investment funds and their performance, including columns for fund name and value.

Alimentation

Table listing food and consumer goods companies and their performance.

Métallurgie, constructions

Table listing metallurgy and construction companies and their performance.

Mécaniques

Table listing mechanical engineering companies and their performance.

Produits chimiques

Table listing chemical products companies and their performance.

Filatures, textiles, magasins

Table listing textile and retail companies and their performance.

hors taxes de 2.813 millions de francs

Text discussing tax-free amounts and company performance, mentioning the number of companies and total sales.

Régime et travaux publics

Table listing public works and infrastructure companies and their performance.

Matériel électrique, services publics

Table listing electrical equipment and public services companies and their performance.

Mécaniques

Table listing mechanical engineering companies and their performance.

Métallurgie, constructions

Table listing metallurgy and construction companies and their performance.

Mécaniques

Table listing mechanical engineering companies and their performance.

Produits chimiques

Table listing chemical products companies and their performance.

Filatures, textiles, magasins

Table listing textile and retail companies and their performance.

Stabilité

Table listing stability metrics and related financial data.

Bourse de Paris

SEMAINE DU 16 AU 19 MAI

Échec à la hausse

Main article discussing the Paris stock market performance, mentioning the impact of the weekend and market trends.

Le dividende global de Roger Bellon

Text reporting on the dividend for Roger Bellon, including the amount and percentage.

Métaux

Table listing metal prices and market activity.

Mines d'or, diamants

Table listing gold and diamond mining companies and their performance.

Anglo-Américain va procéder à l'émission

Text announcing the issuance of Anglo-American shares, including the amount and terms.

Valeurs diverses

Table listing various other stocks and their performance.

Anglo-Américain va procéder à l'émission

Text announcing the issuance of Anglo-American shares, including the amount and terms.

Mines, caoutchouc, ostre-mer

Table listing mining, rubber, and shellfish companies and their performance.

Mines, caoutchouc, ostre-mer

Text discussing mining, rubber, and shellfish industries, including company performance.

Bourses étrangères

NEW-YORK

Text discussing the New York stock market, mentioning the Dow Jones index and market activity.

FRANCFORT

Text discussing the Frankfurt stock market and its performance.

LONDRES

Text discussing the London stock market and its performance.

MARCHE LIBRE DE L'OR

Table listing gold market prices and transactions.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

Table showing transaction volumes for various markets in francs.

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 30 décembre 1977)

Table listing daily indices for various countries and markets.

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 30 décembre 1977)

Table listing exchange agent performance metrics.

INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Table listing weekly Paris stock market indices.

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 20 décembre 1978)

Table listing exchange agent performance metrics for December 20, 1978.

LES VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

Table listing the most actively traded derivative values.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. DEES
- 3. CULTURE : « La bostrinque », par G. Cahoon ; « Jamais le ne s'oubliera », par G. Matzner ; « L'imposant de la créativité », par F. de Cambrésis.
- 3.5. ETRANGER
- 4. LA NOUVELLE GUERRE DANS LE SUD DU ZAIRE
- 6. EUROPE
- 7. ITALIE : l'interminable « procès sous escorte » de Turin.
- 7. AMERIQUES
- 7. PROCHE-ORIENT
- 7. IRAN : la grande colère des « bazaris ».
- 7-8. ASIE
- 8. PAKISTAN : le procès en appel de M. Ali Bhatta.
- 8. DROITS DE LA MER

LE MONDE AUJOURD'HUI
PAGES 9 A 15

- Au fil de la semaine : Le silence et la fureur, par Pierre Viansson-Ponté.
- Lettre de Marrakech, par R.A. El Malah.
- Témoignage : Une nuit blanche au commissariat de police de Châlons-sur-Marne.
- RADIO-TELEVISION : Le débat sur le monopole ; deux points de vue d'Alain Madelin et Maurice Sévenac ; XVIII^e Rose d'or de Montreux ; est-ce là le fruit de la sélection d'une année ? par Catherine Humbert.

- 16. POLITIQUE
- 17. LA CAMPAGNE POUR LES ELECTIONS EUROPEENNES DE 1979 : M. Debré tente de rassembler les personnalités non communistes qui se dirigent de la C.E.E.
- 17. SOCIETE
- 17-18. SPORTS
- 18-20. CULTURE
- 18-20. Le XXX^e Festival de Cannes.
- JAZZ : Anthony Braxton, compositeur.
- 21-22. ECONOMIE - REGIONES
- 21. SOCIAL : des négociations vont s'ouvrir sur les bus scolaires dans six branches d'industries.
- 22. SEMAINE FINANCIERE
- 23. REVUE DES VALEURS

LIRE EGALEMENT
RADIO-TELEVISION (11 à 14)
Informations pratiques (20) ; Carnet (20) ; Loto (20) ; Météorologie (20) ; Mots croisés (20).

LA MAISON YVONNE DE BREMOND D'ARS
recherche tous beaux meubles français du XVIII^e siècle
20, FAUBOURG ST-HONORE PARIS 8^e - 265.11.03

CCB Club du Samedi
17, rue d'Aboukir, 75002 PARIS (métro Sentier). Tél. : 233-42-59

PRÊT-A-PORTER
HOMMES DAMES JUNIORS

Quinzaine de la Femme
Jusqu'au samedi 3 juin 1978

REMISE EXCEPTIONNELLE DE 10% SUR PRÉSENTATION DE CE BON

- Imper mode popeline légère Val. 319 F 287*
- Imper raglan style anglais Val. 260 F 234*
- Robe coton mode Val. 129 F 116*
- Chemisier soie nat. avec échappe Val. 99 F 89*

Et toujours notre rayon Homme :

- Costume 2 pièces, laine et polyester 450 F
- Costume 3 pièces, laine et polyester 559 F
- Costume plein été, dacron 360 F
- Blouson toile 199 F

RETOUCHES GRATUITES
Du lundi au samedi, de 9 heures à 19 heures
Nocturne le mardi jusqu'à 21 heures

Le numéro du « Monde » daté 20 mai 1978 a été tiré à 562 172 exemplaires.

POUR FACILITER SON ADHESION A LA C. E. E.

Les Neuf devront accorder au Portugal un soutien financier important

Les Neuf doivent donner une réponse positive et sans ambiguïté à la demande de la Libanome d'ouvrir rapidement des négociations en vue d'adhérer à la Communauté. Toutefois, compte tenu des faiblesses de son économie, l'intégration du Portugal à la C.E.E. ne pourra se faire dans des conditions satisfaisantes que si ce pays consent un effort de modernisation important, ce qui suppose une croissance plus

rapide que dans les Etats membres de l'actuelle Communauté. La C.E.E. devra à cette fin accorder au Portugal un soutien financier substantiel. Telles sont les lignes directrices de l'avis de la Commission sur la demande d'adhésion du Portugal qui vient d'être transmis aux Etats membres et qui fera l'objet d'un premier examen par les ministères des affaires étrangères des Neuf, début juin.

De notre correspondant

d'inflation se situant à 27 %. Or l'adhésion, en ouvrant davantage le pays à la concurrence, va aggraver les difficultés. Les entreprises industrielles, qui n'ont pas encore atteint le développement nécessaire, réclament d'être éliminées du marché. Sur le plan agricole, l'adhésion entraînera une augmentation du volume et du coût des importations, ce qui fait donc — et aussi pour limiter l'étranger — que les écarts de développement aujourd'hui constatés soient réduits. Dans cette optique, le gouvernement de Lisbonne, s'alignant devant les arguments du F.M.I., vient d'adopter un plan de stabilisation rigoureux pour la période 1978-1979 et présentera à l'automne un programme quinquennal (1978-1983) de développement industriel et agricole. La Communauté, souligne la Commission, doit se déclarer prête à soutenir les efforts de restructuration que les autorités portugaises entreprendront.

faciliterait cette entreprise, car, dans l'état actuel des choses, la Communauté ne dispose pas des instruments nécessaires pour pratiquer directement de telles interventions. Il s'agit aussi d'accélérer et d'amplifier le soutien fourni aujourd'hui au titre du protocole financier signé en 1976 (200 millions de dollars sur cinq ans). Des programmes de développement dans les secteurs agricoles élaborés par les autorités portugaises en concertation avec la Communauté et financés par celle-ci pourraient constituer un des cadres d'intervention. Mais il faudra être attentif à ce que l'industrialisation du Portugal ne s'opère pas dans des secteurs où les capacités de production des Neuf sont déjà excédentaires : la Commission insiste donc pour que le Portugal se pille aux disciplines que la Communauté décidera afin de restructurer les secteurs les plus sensibles (sidérurgie, textile, chantiers navals). C'est seulement dans cette condition que le Portugal pourra être admis à bénéficier des restrictions à l'importation que la C.E.E. jugera nécessaire d'appliquer aux pays tiers.

Onze jours après son évasion

UNE INFORMATION JUDICIAIRE EST OUVERTE CONTRE JACQUES MESRIE

Onze jours après l'évasion de Jacques Mesrine et François Besse du quartier de sécurité renforcée de la Santé, le parquet de Paris a ouvert, vendredi 19 mai, une information judiciaire. Le dossier a été confié à M. Claude Hanoteau, juge d'instruction, qui dirigera désormais les investigations des enquêteurs. Cette mesure met un terme à la procédure de flagrant délit, qui permettrait à la police d'assurer l'enquête sous le seul contrôle de ses chefs.

Pousser le F.M.I.

Afin que la politique de croissance par l'investissement qui est jugée nécessaire, ne soit pas mise en péril par des perturbations monétaires extérieures, il conviendrait de limiter les importations et de soutenir à la balance de paiements portugaise soit assurée. Cela signifie que les Neuf devront pousser le F.M.I. à continuer d'agir dans ce sens, mais aussi qu'il leur faudra, comme le souhaite Washington, prendre leurs responsabilités propres. « L'événement du Portugal se situant en Europe, il serait opportun d'envisager des actions européennes. La Communauté devrait inclure la possibilité de participer activement de telles actions », la Commission ajoute que « des progrès rapides et importants vers l'union économique et monétaire »

DANS LE SECTEUR NATIONALISE

Les négociations salariales sont bloquées

« Blocage total », ont dit les cheminots C.G.T. et C.F.D.T. en quittant, vendredi 19 mai, la réunion qui avait rassemblé les représentants de toutes les organisations syndicales et ceux de la direction de la S.N.C.F.P. Comme cela avait été le cas, exactement une semaine plus tôt aux Charbonnages de France, les propositions de la direction sur les salaires ne laissent qu'amer-tume aux « porcs-épics » des personnels. Il ne leur est proposé qu'un maintien du pouvoir d'achat si la hausse des prix, en 1978, est égale ou supérieure à 10 %. Or, tout donne à penser qu'il y aura une hausse de 10 à 15 %, ce qui signifie un gain de 10 à 15 %.

LA NASA LANCE LA PREMIERE DES DEUX SONDES SPATIALES DESTINEES A ATTEINDRE VENUS

La NASA devait lancer, ce samedi 20 mai, un engin spatial, Pioneer-Jeuju, qui, en décembre prochain, doit se mettre en orbite autour de la planète Vénus. Un deuxième engin sera lancé, le 8 août, en direction de la même planète. Peu avant de l'atteindre, il larguera quatre capsules qui pénétreraient comme lui dans l'atmosphère vénusienne. Il s'agit d'une tentative ambitieuse pour étudier l'épaisse et corrosive atmosphère qui entoure Vénus et dont les abondants nuages masquent en permanence le sol de la planète. Le premier Pioneer ainsi que cette atmosphère en la survolant de plus ou moins huit jusqu'il sera placé sur une orbite qui l'amènera à l'approche à 150 kilomètres de son point d'arrivée à 68 000 kilomètres.

LA CONTROVERSE AU SEIN DU P.C.F.

Le bureau politique répond au texte des trois cents militants et juge leur démarche « totalement inacceptable »

Le bureau politique du P.C.F. a adopté vendredi 19 mai une résolution répondant au texte signé par trois cents communistes que nous avons publié dans nos éditions du 20 mai. L'Humanité précise que ce texte avait été remis à sa rédaction le 17 mai. Le quotidien communiste ajoute : « Les signataires l'ont transmis au journal « Le Monde », qui l'a rendu public le 19 mai, avant même que le bureau politique ait fait connaître sa position. En réalité un article de M. Chambaz dans « L'Humanité » du 18 mai et une conférence de presse de M. Fiterman, la même jour, avaient permis à la direction du P.C.F. d'exprimer son opinion. M. Fiterman a employé, le 18 mai, des formules que l'on retrouve dans le texte du bureau politique.

LA CONTROVERSE AU SEIN DU P.C.F.

Le bureau politique répond au texte des trois cents militants et juge leur démarche « totalement inacceptable »

Dans sa résolution, le bureau politique du P.C.F. souligne : « Le bureau politique exprime son étonnement et sa réprobation devant une initiative qui s'inscrit en violation flagrante des principes et des règles de fonctionnement du parti fondés sur le centralisme démocratique, principes et règles fixés par les congrès du parti. (...) »

« Au cours des réunions de leurs organisations, les communistes prennent connaissance des travaux et des décisions du comité central et en discutent. Cette discussion exprime leur accord massif avec le comité central. Il n'existe pas de « groupes » ou de « courants » dans le parti. (...) »

« Ce manque évident de rigueur conduit à une interprétation de l'analyse et des décisions du comité central qui n'a heureusement rien à voir avec la réalité. (...) »

M. Paul Laurent défend la pratique du centralisme démocratique

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C.F., traite dans l'hebdomadaire France nouvelle de centralisme démocratique et répond à certaines des critiques du philosophe Louis Althusser, notamment à celle du « principe fondamental du cloisonnement vertical » à l'intérieur du parti. C'est selon M. Laurent, « un trait à la réalité ». Il ajoute : « A moins qu'il n'évoque une chose à propos de l'établissement de « rapports horizontaux » qu'il souhaite voir se créer, c'est-à-dire des rapports organisés entre communistes militants dans diverses cellules, sections et fédérations, fondés sur leurs désaccords avec la pratique élaborée démocrati- »

LA NASA LANCE LA PREMIERE DES DEUX SONDES SPATIALES DESTINEES A ATTEINDRE VENUS

champs magnétique qui puisse scander les parties amies par le Soleil, on s'attend à trouver dans cette zone des phénomènes fort différents de ceux qu'on observe aux limites de l'atmosphère terrestre. La sonde est aussi munie d'un radar qui permettra, au travers des nuages, de sonder le sol de la planète et d'en établir une carte grossière. Les mesures faites par le premier Pioneer seront complétées par celles du second, lancé en août, qui pénétrera dans l'atmosphère et sera rapidement détruit par le frottement, mais les quatre capsules qui aura précédemment larguées vont assez résister pour traverser toute l'atmosphère et atteindre le sol de la planète malgré la température proche de 500 degrés Celsius. Tout au long de la traversée, les capsules étudieront l'atmosphère, analyseront sa composition, mesureront la température et la pression et détermineront la nature des couches nuageuses qu'elles traverseront.

HUPFELD
construction robuste
large choix de modèles
Reveneur exclusif

hamm
5 étages d'exposition
135/139 rue de Rennes
75006 Paris Tél. 544.38.66
Exportateur: Demusa Berlin RDA.

Liban

trois conditions de ses troupes le 13 juin

Massacres de K...

seconde organisation ?

ZAIRE - IL

TCHAD - IL

SOMALIE - IL

Plus de c...

LES GRILLONS

Ent...

France...

Après être entré...

De tous les côtés...

« Certains considèrent...

Après le...

Le numéro du « Monde » daté 20 mai 1978 a été tiré à 562 172 exemplaires.

كلنا من الأصل